

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/M/24

8 avril 2004

(04-1588)

---

## Comité des sauvegardes

### COMPTE RENDU DE LA RÉUNION ORDINAIRE TENUE LE 20 OCTOBRE 2003

Président: M. Pornchai Danvivathana (Thaïlande)

1. Le Comité des sauvegardes (le "Comité") a tenu sa réunion ordinaire le 20 octobre 2003.
2. L'ordre du jour ci-après a été adopté:
  - A. LÉGISLATIONS NATIONALES ..... 2
    1. Mexique – Examen d'une nouvelle notification de législation ..... 3
    2. Indonésie – Examen d'une nouvelle notification de législation..... 4
    3. Communautés européennes – Examen d'une nouvelle notification de législation ..... 5
    4. République populaire de Chine – Examen d'une nouvelle notification de législation et d'une notification de législation déjà examinée..... 6
  - B. NOTIFICATIONS DE DÉCISIONS EN RAPPORT AVEC LES MESURES DE SAUVEGARDE ..... 7
    1. Brésil – Noix de coco ..... 8
    2. Bulgarie – Fer et aciers..... 8
    3. Bulgarie – Aciers ..... 8
    4. Chine – Certains produits en acier ..... 8
    5. République tchèque – Nitrate d'ammonium ..... 9
    6. République tchèque – Certains produits en acier ..... 9
    7. Équateur – Céramique plate..... 9
    8. Équateur – Allumettes ..... 10
    9. Équateur – Céramique et porcelaine ..... 10
    10. Équateur – Panneaux de fibres de bois à moyenne densité..... 10
    11. Estonie – Viande de porc ..... 13
    12. Communautés européennes – Mandarines..... 14
    13. Communautés européennes – Certains produits en acier ..... 14
    14. Hongrie –Sucre blanc ..... 15
    15. Hongrie – Nitrate d'ammonium ..... 15
    16. Jordanie – Pâtes alimentaires ..... 15
    17. Jordanie – Produits pour usages sanitaires ..... 16
    18. Jordanie – Eau gazéifiée..... 16
    19. Lettonie – Porcs vivants et viande de porc ..... 16
    20. Moldova – Sucre..... 16
    21. Philippines – Miroirs en verre ..... 17

22.	<b>Philippines – Verre à dessins .....</b>	<b>17</b>
23.	<b>Philippines – Verre flotté.....</b>	<b>17</b>
24.	<b>Philippines – Ciment.....</b>	<b>17</b>
25.	<b>Philippines – Carreaux en céramique .....</b>	<b>18</b>
26.	<b>Pologne – Allumettes.....</b>	<b>18</b>
27.	<b>Pologne – Certains produits en acier.....</b>	<b>18</b>
28.	<b>Pologne – Carbure de calcium .....</b>	<b>21</b>
29.	<b>Pologne – Chauffe-eau .....</b>	<b>21</b>
30.	<b>États-Unis – Certains produits en acier .....</b>	<b>21</b>
31.	<b>Venezuela – Certains produits en acier.....</b>	<b>22</b>
32.	<b>Venezuela – Papier pour l'écriture et l'impression et sacs.....</b>	<b>22</b>
C.	APPLICATION DE L'ARTICLE 9:1 .....	22
D.	AUTRES QUESTIONS .....	28
1.	<b>Engagement Andriessen .....</b>	<b>28</b>
2.	<b>Inde – Aiguilles pour machines à coudre industrielles .....</b>	<b>29</b>
3.	<b>Extension de la mesure de sauvegarde des Communautés européennes concernant certains produits en acier .....</b>	<b>29</b>
E.	EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE .....	31
F.	RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES .....	36
G.	DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION ORDINAIRE .....	37

#### A. LÉGISLATIONS NATIONALES

3. Le Président a indiqué que le premier point de l'ordre du jour concernait l'examen des notifications de législation et/ou de réglementation nationales en matière de sauvegardes selon les procédures adoptées par le Comité à sa réunion extraordinaire d'avril 1996. Le Président a signalé que comme l'indiquait l'aérogamme portant convocation de la réunion, le Comité avait reçu des notifications de législation de quatre Membres. Le Président a rappelé que, comme l'indiquait l'ordre du jour annoté joint à son message télécopié daté du 15 septembre 2003, les questions concernant les notifications de législation devaient avoir été communiquées au Membre concerné et au Secrétariat au plus tard le 29 septembre 2003.

4. Concernant la marche à suivre pour la réunion en cours, le Président a précisé qu'il donnerait la parole en premier au Membre dont la législation était examinée afin qu'il puisse prononcer une déclaration liminaire. Le Président inviterait ensuite ce Membre à répondre aux éventuelles questions posées par écrit. Le Président a rappelé aux Membres du Comité que, conformément aux procédures adoptées par le Comité, une version écrite de ces réponses devrait également être communiquée après la réunion. Le Président a aussi rappelé aux Membres qu'il était possible de poser des questions complémentaires à la réunion. D'autres délégations pourraient également poser des questions orales. À l'issue des débats, un délai serait ménagé pour la présentation de questions écrites concernant l'une ou l'autre des législations examinées au cours de la réunion.

5. Le Président a signalé aux Membres que s'ils souhaitaient obtenir des réponses écrites à leurs questions, ils devaient faire en sorte que toutes ces questions soient communiquées par écrit au Membre dont la législation était examinée et au Secrétariat trois semaines au plus tard après la réunion, à savoir avant le 10 novembre 2003. Les réponses écrites à toutes les questions

communiquées par écrit avant cette date limite devaient également être soumises au Secrétariat au plus tard dans les trois semaines suivantes, à savoir avant le 1<sup>er</sup> décembre 2003.

## **1. Mexique – Examen d'une nouvelle notification de législation**

6. Le Président a indiqué que la notification de législation du Mexique figurait dans le document G/SG/N/1/MEX/1/Suppl.1.

7. Le représentant du Mexique a dit que sa délégation ne ferait pas de déclaration liminaire mais souhaitait répondre aux questions que les Communautés européennes lui avaient posées au sujet de la notification mexicaine (voir le document G/SG/Q1/MEX/1). Le représentant du Mexique a dit que sa délégation communiquerait ultérieurement ses réponses par écrit. Il a signalé qu'il était extrêmement difficile de prévoir les circonstances précises dans lesquelles pourraient être appliquées les mesures envisagées à l'article 89 b). Le Mexique n'avait adopté aucune des mesures de sauvegarde prévues dans le cadre de l'OMC autres que les lois relatives à la réforme de la Loi sur le commerce extérieur du 12 mars 2003. À cet égard, aucune disposition n'avait été adoptée en vue d'activer le mécanisme mentionné dans ledit article. Selon le délégué du Mexique, cela serait probablement résolu au cas par cas. Enfin, le délégué du Mexique a souligné que les dispositions qui s'appliqueraient à cet égard étaient essentiellement celles de l'article 89 b) dans la mesure où elles ressortissaient aux "dispositions communes relatives aux procédures" faisant l'objet du chapitre premier du titre VII de la réforme de la Loi sur le commerce extérieur et figurant dans la loi de juillet 1993 concernant le déclenchement des procédures et les droits des parties concernées.

8. Le délégué des Communautés européennes a dit que sa délégation attendrait les réponses écrites pour les analyser de façon plus approfondie. Les Communautés européennes ne pourraient poser de questions complémentaires qu'après cette analyse.

9. La représentante du Chili a dit que les modifications apportées à la Loi mexicaine sur le commerce extérieur en ce qui concernait les enquêtes en matière de dumping et de mesures de sauvegarde constituaient un motif de préoccupation pour sa délégation. Pour cette raison, le Chili avait fait distribuer une série de questions (voir le document G/SG/Q1/MEX/2). La plupart de ces questions concernaient les mesures antidumping mais deux touchaient aux sauvegardes. La première question portait sur les enquêtes d'office et l'autre sur l'intérêt public. La déléguée du Chili a dit que sa délégation espérait que le Mexique répondrait à ces questions soit à la réunion soit par la suite, au moment voulu.

10. Le délégué du Mexique a signalé que les questions avaient été envoyées quelques jours à peine avant la réunion en cours. Le Mexique n'avait donc pas eu le temps de s'en occuper. Le délégué du Mexique a cependant signalé, à titre préliminaire, qu'au cas où l'autorité compétente déciderait d'ouvrir une enquête d'office au titre de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, cette enquête serait menée en conformité avec les prescriptions de cet accord.

11. Le Président a dit qu'il n'avait pas mentionné les questions du Chili car celles-ci n'avaient pas été déposées dans le délai prescrit par le Comité.

12. Le délégué du Taipei chinois a demandé des éclaircissements au sujet de l'article 71 concernant la portée des exceptions aux mesures de sauvegarde. S'agissant du paragraphe V de l'article 71, le délégué du Taipei chinois a rappelé que cette exception se lisait "les autres marchandises autorisées par le Secrétariat". Le Taipei chinois demandait des éclaircissements fondés sur des exemples. Au cas où, par exemple, une matière ou un produit semi-fini serait introduit dans cette zone franche puis réexporté, le représentant du Taipei chinois souhaitait savoir si cette matière ou ce produit semi-fini serait exempté des mesures de sauvegarde.

## **2. Indonésie – Examen d'une nouvelle notification de législation**

13. Le Président a signalé que la notification de législation de l'Indonésie figurait dans le document G/SG/N/1/IDN/2.

14. Le délégué de l'Indonésie a dit que sa délégation souhaitait décrire brièvement certains grands éléments des lois indonésiennes en matière de mesures de sauvegarde avant de passer aux questions soulevées par certains Membres. Le représentant de l'Indonésie s'est référé au Décret présidentiel n° 84/2002 daté du 16 décembre 2002 ("Loi sur les sauvegardes") concernant la protection de la branche de production nationale contre l'incidence d'un accroissement des importations. Le représentant de l'Indonésie a dit que la Loi sur les sauvegardes était partie intégrante de la Loi n° 7/1994, datée du 2 novembre 1994, sur la ratification de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce. La Loi n° 7/1994 avait mis en œuvre tous les accords, engagements et décisions de l'OMC régissant le commerce international en tant que composantes indissociables des règlements nationaux. Dans le cadre de la Loi n° 7/1994, l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes a été effectivement mis en œuvre en tant que règlement intérieur. Toutefois, pour le rendre opérationnel, les Accords devaient être élaborés sous forme de procédures nationales. L'Indonésie a donc adopté le Décret n° 84/2002 daté du 16 décembre 2002. En tant qu'instrument juridique, ce règlement visait à prévenir ou à réparer un dommage grave à la branche de production nationale et à faciliter la réalisation d'ajustements structurels de la part des branches de production nationales plutôt que de restreindre la concurrence sur les marchés internationaux. Un Comité des sauvegardes a été constitué pour mettre en œuvre le Décret présidentiel. Aux termes de l'article 32 du Décret présidentiel le Comité était dirigé par un président et était composé de représentants du Ministère de l'industrie et du commerce, du Ministère des finances, de l'Office central de statistique, d'autres ministères ou institutions non gouvernementales connexes et de spécialistes du produit visé par l'enquête. Bien que le Comité soit composé en majorité de représentants du gouvernement, l'article 33 du Décret présidentiel prévoyait que le Comité était indépendant dans l'exercice de ses fonctions et attributions.

15. S'agissant de la première question posée par les États-Unis au sujet des "circonstances critiques" (voir le document G/SG/Q1/IDN/2), le délégué de l'Indonésie a dit que l'article 9 de la Loi sur les sauvegardes visait à mettre en œuvre l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes. L'Indonésie estimait que l'article 9 de la Loi sur les sauvegardes devait être mis en œuvre sur la base de l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes car toute mesure de sauvegarde provisoire devait être prise dans des "circonstances critiques" où tout délai causerait un tort qu'il serait difficile de réparer. Le gouvernement indonésien assurait donc aux Membres que l'Indonésie veillerait à ce que l'article 9 de la Loi sur les sauvegardes soit mis en œuvre de façon compatible avec l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes.

16. S'agissant de la question posée par les États-Unis quant à "une dégradation manifeste de la situation de la branche de production nationale", le délégué de l'Indonésie a dit que la traduction la plus fidèle en langue indonésienne de l'expression "dégradation notable" était "une dégradation manifeste". L'Indonésie avait eu le souci d'assurer que l'article 1.2 de la Loi sur les sauvegardes serait mis en œuvre de façon compatible avec l'article 4:1 a) de l'Accord.

17. En ce qui concernait la question soulevée par les États-Unis quant à la qualification du dommage grave, le délégué de l'Indonésie a dit que la traduction la plus fidèle en langue indonésienne de l'expression "imminence évidente d'un dommage grave" était "un dommage grave que risque de subir". L'Indonésie reconnaissait que l'expression "imminence évidente" représentait une probabilité élevée, mais elle tenait à assurer les Membres que l'article 1.3 serait mis en œuvre de façon compatible avec l'article 4:1 b) de l'Accord.

18. S'agissant des questions posées aux paragraphes 4 et 5, au sujet des "trois dernières années représentatives", le délégué de l'Indonésie a dit que l'Indonésie considérait que l'expression était trop

générale et laissait au Membre la possibilité de choisir des périodes pendant lesquelles la pénétration des importations avait pu être au plus bas. Dans la Loi sur les sauvegardes, la référence aux trois années précédentes pouvait désigner soit les trois années dernières civiles soit les trois dernières années définies au prorata en fonction des statistiques disponibles. À cet égard, l'Indonésie estimait que le paragraphe 1 de l'article 22 excédait les prescriptions de l'Accord.

19. S'agissant de la question posée par les Communautés européennes quant à l'expression "menace de dommage" (voir le document G/SG/Q1/IDN/3), le représentant de l'Indonésie a dit que sa délégation y donnerait la même réponse que celle qu'elle avait donnée à la même question posée par les États-Unis. Le représentant de l'Indonésie a dit que la traduction de certaines expressions du texte indonésien ne figurait pas dans le texte anglais. Il y avait dans le texte original certains termes qui avaient le même sens que l'expression "imminence évidente". L'Indonésie confirmait donc que l'existence d'une menace de dommage ne serait déterminée qu'en cas d'imminence évidente d'un dommage grave.

20. S'agissant de la deuxième question des Communautés européennes concernant le fait que des mesures de sauvegarde provisoires pouvaient être imposées dans deux situations distinctes, le représentant de l'Indonésie a dit que l'Indonésie estimait que l'article 6 de l'Accord permettait d'imposer des mesures de sauvegarde en cas soit de dommage grave effectif soit de menace de dommage grave. Un Membre pouvait prendre une mesure de sauvegarde provisoire après qu'il avait été déterminé à titre préliminaire qu'il existait des éléments de preuve manifestes selon lesquels un accroissement des importations avait causé ou menaçait de causer un dommage grave.

21. S'agissant de la troisième question des Communautés européennes concernant l'"examen", le délégué de l'Indonésie a dit que l'article 23 de la Loi indonésienne sur les sauvegardes devait se lire en parallèle avec l'article 7:4 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes. Dans ce contexte, l'examen devait se faire au plus tard au milieu de la période d'application de la mesure. L'Indonésie confirmait donc que l'examen interviendrait au plus tard au milieu de la période d'application des mesures.

22. S'agissant de la quatrième question concernant le membre de phrase "engager sur demande des consultations", le représentant de l'Indonésie a confirmé que des consultations seraient engagées sur demande. L'Indonésie avait l'intention de ménager des possibilités de consultation et celles-ci seraient accordées aux pays ayant un intérêt substantiel.

23. Les représentants des États-Unis et des Communautés européennes ont dit qu'ils attendraient les réponses écrites.

### **3. Communautés européennes – Examen d'une nouvelle notification de législation**

24. Le Président a signalé que la notification de législation des Communautés européennes figurait dans le document G/SG/N/1/EEC/1/Suppl.1.

25. Le représentant des Communautés européennes a dit que le Règlement n° 452/2003 concernait les mesures que la Communauté pourrait prendre au regard de l'effet combiné des mesures antidumping ou compensatoires et des mesures de sauvegarde. L'adoption de ce Règlement s'était révélée nécessaire car il avait été observé que l'importation de certains biens pouvait donner lieu à la fois à des mesures antidumping et compensatoires, d'une part, et à des mesures tarifaires de sauvegarde, d'autre part. Les Communautés européennes estimaient que la combinaison de mesures antidumping ou compensatoires et de mesures tarifaires de sauvegarde à l'encontre d'un seul et même produit pouvait avoir des effets plus importants que prévu au regard de la politique et des objectifs de défense commerciale de la Communauté. Et surtout, elle serait contraire aux règles de l'OMC. Une telle combinaison pourrait, en particulier, procurer une double protection excessive à la branche concernée et imposer une charge injustifiée à certains producteurs-exportateurs cherchant à exporter

vers la Communauté. Les Communautés européennes avaient donc adopté, dans le dessein d'éviter cette double protection, une nouvelle législation leur permettant, si elles le jugeaient opportun, de modifier, suspendre ou abroger des mesures antidumping et/ou compensatoires ou de prévoir l'exonération totale ou partielle de droits antidumping ou compensateurs qui devraient, à défaut, être acquittés ou encore d'adopter toute autre mesure particulière à cet effet. À ce jour, le règlement avait été appliqué une seule fois à des mesures antidumping applicables à certains rouleaux laminés à chaud et à certains accessoires de tuyauterie, en fer ou en acier. Ces mesures figuraient dans le Règlement (CE) n° 778/2003 du Conseil daté du 6 mai 2003, publié au Journal officiel n° L 114. Les Communautés européennes savaient que les États-Unis avaient aussi décidé d'analyser les relations entre les différents types de droits, en particulier dans le contexte des procédures antidumping. La question était de savoir s'il serait possible, dans le calcul de la marge de dumping, de déduire du prix à l'exportation le montant des droits perçus en vertu des mesures de sauvegarde prises au titre de l'article 201. Les Communautés européennes estimaient que cela reviendrait à doubler indûment le niveau des protections accordées aux producteurs nationaux. Le représentant des Communautés européennes a dit que les Communautés, qui suivaient la question avec grande préoccupation, inviteraient donc les États-Unis à éviter une double protection en cas de cumul éventuel des mesures de sauvegarde et d'autres types de droits.

#### **4. République populaire de Chine – Examen d'une nouvelle notification de législation et d'une notification de législation déjà examinée**

26. Le Président a signalé que la notification de législation de la République populaire de Chine figurait dans le document G/SG/N/1/CHN/2/Suppl.2. Pour faciliter le débat, le Président a indiqué que des questions écrites concernant cette notification, ainsi que les notifications précédemment reçues de la Chine, qui figuraient dans les documents G/SG/N/1/CHN/2 et/ou G/SG/N/1/CHN/2/Suppl.1, avaient été reçues des Communautés européennes et des États-Unis. Les questions posées par les Communautés européennes se trouvaient dans le document G/SG/Q1/CHN/8. Le 17 octobre 2003, la Chine avait communiqué, dans le document G/SG/Q1/CHN/12, ses réponses aux questions des Communautés européennes. Les États-Unis avaient posé deux séries de questions concernant les notifications de législation de la République populaire de Chine. Ces questions se trouvaient dans les documents G/SG/Q1/CHN/7 et G/SG/Q1/CHN/9. La Chine avait répondu à ces questions dans les documents G/SG/Q1/CHN/10 et G/SG/Q1/CHN/13 respectivement.

27. Le délégué de la Chine, remerciant ces Membres de leurs questions, a dit que la Chine recevrait avec intérêt toutes questions complémentaires.

28. Le délégué des États-Unis a dit que son pays était en train d'examiner ces réponses et que sa délégation formulerait sans doute des questions complémentaires par écrit à une date ultérieure. Il a posé une question complémentaire particulière concernant la réponse donnée par la Chine dans le document G/SG/Q1/CHN/10. Il s'agissait de la réponse à la question n° 2 posée par les États-Unis au sujet des dispositions de l'article 8 du règlement notifié par la Chine concernant les facteurs que les autorités compétentes examineraient dans l'enquête pour déterminer l'existence d'un dommage. Les États-Unis étaient préoccupés et souhaitaient des éclaircissements de la part de la Chine quant à savoir si les facteurs énumérés à l'article 8 du règlement notifié par la Chine étaient les seuls que les autorités chinoises examineraient en vue de déterminer l'existence d'un dommage. Les États-Unis se référaient à la deuxième phrase de la réponse de la Chine à la question n° 2, à savoir "[l]es autorités chinoises compétentes [...] se référeront à l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes pour évaluer tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de la branche". Les États-Unis demandaient à la Chine de préciser, dans l'hypothèse où existerait, dans un cas donné, un tel facteur pertinent de nature objective et quantifiable, si ce facteur serait évalué alors même qu'il n'était pas au nombre des facteurs énumérés à l'article 8 du règlement notifié.

29. Le représentant de la Chine a dit que sa délégation préférerait que toutes les questions complémentaires posées par les États-Unis lui soient communiquées par écrit et que la Chine était prête à y répondre par écrit en temps voulu.

30. Le délégué des Communautés européennes a dit que les Communautés étaient dans une position semblable à celle des États-Unis. Les Communautés européennes remerciaient la Chine des réponses qu'elle avait faites, mais celles-ci n'étaient disponibles que depuis vendredi en fin de journée et la délégation des Communautés en poursuivait encore l'examen. Les Communautés européennes se réservaient la possibilité de poser des questions complémentaires et de les présenter par écrit à un stade ultérieur.

31. Le délégué du Mexique s'est référé aux questions que le Mexique avait présentées le 7 octobre 2003 dans le document G/SG/Q1/CHN/11. Au moment de la réunion, ces questions n'étaient disponibles qu'en espagnol et en français. Le délégué du Mexique, indiquant que son pays souhaitait qu'elles soient traduites en anglais à l'intention de la délégation chinoise, a dit que le Mexique attendait avec intérêt de prendre connaissance des réponses.

32. Le délégué de la Chine a dit son pays avait besoin d'un délai pour traduire en anglais les questions dont le texte original était en espagnol. La Chine était encore en train de fournir des réponses écrites aux questions du Mexique.

33. Le Président a dit que le processus d'examen des législations bénéficiait aux travaux du Comité. Il a rappelé que la date limite pour communiquer toute question écrite concernant les législations examinées à la réunion était le 10 novembre 2003. La date limite pour communiquer des réponses écrites à toutes les questions présentées par écrit était le 1<sup>er</sup> décembre 2003.

34. Concernant ces délais, le Président a rappelé au Comité à quel point il était important de communiquer des réponses écrites aux questions présentées par écrit. Les Membres devaient savoir que les questions et réponses écrites échangées constituaient pour le Comité le seul dossier sur l'examen des législations. Le dossier était donc incomplet lorsque des questions écrites restaient sans réponse ou ne recevaient une réponse que bien après la réunion à laquelle l'examen avait eu lieu. C'est pourquoi le Président a instamment prié tous les Membres de se conformer aux délais fixés par le Comité pour la communication des réponses écrites aux questions présentées par écrit.

35. Le Président a informé le Comité que 31 Membres n'avaient pas encore notifié de législation, à savoir l'Albanie, l'Angola, Antigua-et-Barbuda, la Barbade, le Belize, le Burkina Faso, le Cameroun, le Congo, Djibouti, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Gabon, la Gambie, la Grenade, la Guinée-Bissau, le Guyana, les Îles Salomon, le Koweït, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, la Sierra Leone, le Swaziland, la Tanzanie et le Togo.

36. Le Président a instamment prié ces Membres de communiquer la notification requise, et il a rappelé que, s'il n'y avait pas de législation, il suffisait de présenter une notification très simple portant la mention "néant".

37. Le Comité a pris note des déclarations.

#### B. NOTIFICATIONS DE DÉCISIONS EN RAPPORT AVEC LES MESURES DE SAUVEGARDE

38. Le Président a noté qu'un certain nombre de notifications de décisions en rapport avec les mesures de sauvegarde avaient été reçues depuis la précédente réunion. Afin de faire en sorte que toutes ces notifications puissent être examinées dans le peu de temps dont on disposait, il a suggéré

que le Comité étudie chaque enquête en matière de sauvegardes en tant que point distinct à l'ordre du jour et examine toutes les notifications relatives à chaque enquête en même temps.

## **1. Brésil – Noix de coco**

39. Le Président a noté que le Brésil avait présenté un certain nombre de notifications concernant son enquête sur les noix de coco, notifications figurant dans les documents G/SG/N/8/BRA/3/Suppl.2, G/SG/N/10/BRA/3/Suppl.2 et G/SG/N/11/BRA/2/Suppl.2.

40. La représentante de la Malaisie a rappelé que dans sa notification G/SG/N/8/BRA/3/Suppl.2, datée du 26 mai 2003, le Brésil avait signalé qu'il avait modifié la liste des pays en développement exemptés de la mesure de sauvegarde appliquée aux noix de coco. Dans cette notification, le Brésil signalait que sa délégation avait inclus la Malaisie dans la liste des pays sujets aux droits prévus par la mesure de sauvegarde. La déléguée de la Malaisie a fait observer que cette notification avait été faite six mois après l'entrée en vigueur de la mesure de sauvegarde initiale. Cette modification n'étant pas claire, la Malaisie souhaitait obtenir une explication de la part du Brésil.

41. Le délégué du Brésil a signalé que l'article 9:1 ne prévoyait aucune limite de temps mais qu'il disposait que la mesure s'appliquerait dès que la part d'un pays en développement dépasserait 3 pour cent des importations totales du produit concerné. La Malaisie ayant franchi ce seuil, elle avait été inscrite à la liste des pays sujets à la mesure.

42. La représentante de la Malaisie a dit qu'il s'agissait d'une question systémique à l'égard de laquelle la Malaisie avait élaboré une note informelle à débattre sous le point C de l'ordre du jour.

## **2. Bulgarie – Fer et aciers**

43. Le Président a noté que la Bulgarie avait présenté une notification, figurant dans le document G/SG/N/6/BGR/6, concernant l'ouverture d'une enquête sur plusieurs produits en fer et en aciers.

44. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de cette notification.

## **3. Bulgarie – Aciers**

45. Le Président a noté que la Bulgarie avait notifié dans le document G/SG/N/9/BGR/2 la clôture de son enquête sur certains produits en acier sans qu'une mesure soit imposée.

46. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de cette notification.

## **4. Chine – Certains produits en acier**

47. Le Président a dit que la Chine avait fait plusieurs notifications concernant son enquête sur certains produits en acier, notifications figurant dans les documents G/SG/N/6/CHN/1, G/SG/N/7/CHN/1, G/SG/N/11/CHN/1, G/SG/N/8/CHN/1 et G/SG/N/10/CHN/1. Il a signalé que ces notifications avaient déjà été examinées par le Comité à une précédente réunion mais qu'elles avaient été inscrites à l'ordre du jour de la réunion en cours à la demande écrite d'un Membre qui avait posé des questions concernant cette enquête.

48. Le Président a noté que les États-Unis avaient posé des questions concernant cette enquête, questions qui figuraient dans le document G/SG/Q2/CHN/3. Il a dit que les réponses données par la Chine à ces questions se trouvaient dans le document G/SG/Q2/CHN/4.



49. Le représentant des États-Unis a signalé que sa délégation était en train d'examiner les réponses. Il a fait observer que nombre de ces réponses se référaient à des avis que les États-Unis n'avaient pu examiner faute d'en obtenir copie. Les États-Unis ont signalé que leur délégation formulerait des questions complémentaires sur la base de ces avis lorsqu'elle en aurait pris connaissance. Les États-Unis reviendraient sur ce point à la prochaine réunion du Comité des sauvegardes.

#### **5. République tchèque – Nitrate d'ammonium**

50. Le Président a noté que la République tchèque avait fait un certain nombre de notifications concernant son enquête sur le nitrate d'ammonium. Ces notifications figuraient dans les documents G/SG/N/8/CZE/6, G/SG/N/10/CZE/6 et G/SG/N/11/CZE/7.

51. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de ces notifications.

#### **6. République tchèque – Certains produits en acier**

52. Le Président a noté que la République tchèque avait fait une notification concernant la clôture de son enquête sur certains produits en acier. La notification figurait dans le document G/SG/N/9/CZE/4.

53. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de cette notification.

#### **7. Équateur – Céramique plate**

54. Le Président a noté que l'Équateur avait un certain nombre de notifications concernant son enquête sur la céramique plate, notifications qui figuraient dans les documents G/SG/N/6/ECU/4, G/SG/N/6/ECU/4/Suppl.1 et G/SG/N/7/ECU/2.

55. Le délégué des Communautés européennes a signalé que les Communautés européennes s'intéressaient beaucoup à cette affaire et en suivaient l'évolution. Les Communautés européennes se réservaient le droit de demander des consultations avant que l'Équateur n'arrête d'éventuelles mesures définitives.

56. Les Communautés européennes ont également soulevé une question systémique concernant ce point de l'ordre du jour. Le représentant des Communautés européennes a fait observer que l'Équateur avait ouvert trois enquêtes en très peu de temps. Les Communautés européennes étaient préoccupées par ce très fréquent recours à des mesures de sauvegarde. Elles avaient toujours maintenu que les mesures de sauvegarde constituaient un instrument d'exception à n'employer que dans des situations particulièrement extraordinaires, ce qui valait aussi pour l'ouverture des enquêtes. Les Communautés européennes estimaient que les conditions justifiant l'ouverture d'enquêtes nouvelles devaient être aussi strictes que les normes exigées pour l'imposition de mesures de sauvegarde. Les Communautés européennes craignaient que l'Équateur ne recoure trop facilement à cet instrument.

57. Le représentant de l'Équateur a dit que sa délégation avait pris note des observations faites par les Communautés européennes. Il a signalé que l'Équateur était prêt à participer à des consultations si les Communautés européennes le jugeaient bon. L'Équateur prenait ces mesures en stricte conformité avec toutes les prescriptions énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes et avec les autres règles de l'OMC. L'Équateur estimait donc qu'il n'agissait pas en dehors du cadre des règles et règlements de l'OMC.

58. Le délégué des États-Unis a pris note de l'observation faite par les Communautés européennes au sujet des diverses enquêtes ouvertes par l'Équateur en matière de sauvegardes. Le délégué des États-Unis a signalé que les normes qui, selon les Communautés européennes, devraient s'appliquer à l'ouverture des enquêtes ne figuraient pas nécessairement dans l'Accord sur les sauvegardes. Les États-Unis examineraient aussi ces enquêtes étroitement. Toutefois, selon les États-Unis, le simple fait qu'un pays ait ouvert des enquêtes en matière de sauvegardes ne signifiait pas nécessairement que ce pays ait violé quelque disposition relative au caractère extraordinaire des mesures de sauvegarde.

59. Le délégué des Communautés européennes a signalé que les Communautés s'étaient référées à ce sujet comme une question systémique et non comme une question mentionnée dans les règles existantes en matière de sauvegardes.

## **8. Équateur – Allumettes**

60. Le Président a noté que l'Équateur avait fait dans le document G/SG/N/10/ECU/1 une notification concernant son enquête sur les allumettes.

61. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de cette notification.

## **9. Équateur – Céramique et porcelaine**

62. Le Président a noté que l'Équateur avait notifié dans le document G/SG/N/6/ECU/5 l'ouverture d'une enquête sur la céramique et la porcelaine.

63. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de cette notification.

## **10. Équateur – Panneaux de fibres de bois à moyenne densité**

64. Le Président a noté que l'Équateur avait fait dans le document G/SG/N/10/ECU/2/Suppl.1 une notification concernant son enquête sur les panneaux de fibres de bois à moyenne densité. Le Président a aussi noté que le Comité avait reçu de deux Membres des questions concernant cette enquête. Le Chili avait posé deux séries de questions au sujet de cette enquête, qui figuraient dans les documents G/SG/Q2/ECU/4 et G/SG/Q2/ECU/7. L'Équateur avait présenté dans le document G/SG/Q2/ECU/5 ses réponses aux questions posées par le Chili dans le document G/SG/Q2/ECU/4.

65. La déléguée du Chili a signalé que sa délégation partageait les préoccupations d'ordre systémique évoquées par les Communautés européennes. Le Chili estimait que l'ouverture de trois enquêtes en très peu de temps méritait certainement une plus grande attention. Elle a dit que le Chili était particulièrement préoccupé par le contingent que l'Équateur imposait aux importations de panneaux de fibres de bois. La déléguée du Chili a dit que son pays avait remis une série de questions à la mission de l'Équateur la semaine précédente et que le Chili apprécierait que l'Équateur puisse lui donner ses réponses au cours de la réunion. La déléguée du Chili a signalé qu'outre ces questions, son pays souhaitait exprimer un certain nombre de préoccupations complémentaires.

66. La représentante du Chili a fait observer que la notification était venue très tard car la mesure, dont il avait été indiqué qu'elle entrerait en vigueur le 16 juillet, avait été notifiée le 25 juillet alors que la notification avait été distribuée le 8 octobre 2003. À cet égard, la déléguée du Chili a rappelé les dispositions du paragraphe 3 de l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes. Un Membre qui projetait d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde devait prévoir des consultations préalables. Selon le Chili, lorsque la notification était faite 12 jours après l'adoption de la mesure et lorsque la notification était distribuée si tard, il n'existait aucun moyen simple de respecter cette obligation.

67. En outre, les renseignements donnés dans la notification ne justifiaient pas l'application d'une mesure au titre de l'article 2:1 de l'Accord. La déléguée du Chili a dit que sa délégation entendait que les mesures seraient appliquées pendant deux ans. Étant donné que la mesure provisoire serait en vigueur pendant six mois, il y aurait une période supplémentaire jusqu'à la libéralisation totale. Quant à la façon dont la mesure serait appliquée, surtout dans les cas où les producteurs-importateurs décidaient de ne pas employer le contingent, la représentante du Chili a signalé que cela permettait de soupçonner que les contingents ne seraient pas intégralement utilisés. La représentante du Chili a dit que son pays serait reconnaissant à la délégation de l'Équateur de faire part de ces préoccupations à sa capitale et de bien vouloir répondre aux questions du Chili. Enfin, le Chili se réservait le droit, en vertu de l'Accord sur les sauvegardes et des autres Accords de l'OMC, de revenir sur cette question.

68. Le représentant de l'Équateur a dit que sa délégation avait pris bonne note des préoccupations exprimées par le Chili au sujet de la notification des mesures et il a signalé que la notification avait été faite neuf jours après l'adoption des mesures. Quant à la raison pour laquelle la notification avait été distribuée aussi tard, le représentant de l'Équateur a signalé que sa délégation avait fait la notification en temps utile mais que celle-ci avait été distribuée tardivement.

69. L'Équateur a ensuite donné des réponses aux questions que le Chili avait posées par écrit avant la réunion. S'agissant du premier groupe de questions posées par le Chili, qui visaient à obtenir des éclaircissements concernant les questions et réponses échangées à la précédente réunion du Comité, l'Équateur a dit que l'autorité chargée de l'enquête n'était pas parvenue à la conclusion que les huit produits visés par les mesures relevaient de la position tarifaire 4411 ni qu'il s'agissait de produits similaires ou concurrents entre eux. De même, l'autorité chargée de l'enquête n'était pas parvenue à la conclusion que les huit sous-positions correspondaient à des produits similaires aux produits importés ou directement concurrents de ces derniers. L'autorité chargée de l'enquête était parvenue à la conclusion que les produits importés relevant des huit sous-positions comprises dans la position tarifaire 4411 étaient similaires ou directement concurrents par rapport aux produits d'origine nationale en examinant la description du produit importé et la description du produit de fabrication nationale.

70. S'agissant de la deuxième question du Chili, l'Équateur a signalé que la "circonstance imprévue" se référait à l'accroissement considérable des importations de produits relevant de la position 4411. Bien qu'il ait été possible de prévoir un accroissement du fait des concessions tarifaires accordées en application de l'Accord de complémentarité économique et de protection réciproque des investissements (ACE 32) signé avec le Chili le 20 décembre 1999, son ordre de grandeur n'avait certainement pas été prévu. S'agissant de la troisième question, l'Équateur a dit que l'accroissement des importations de ces produits était une conséquence de l'évolution imprévue des circonstances attribuable aux concessions commerciales et tarifaires accordées au Chili. S'agissant de la quatrième question, l'Équateur a dit que la circonstance critique qui avait causé à la branche de production nationale un tort qu'il serait difficile de réparer résultait du taux de croissance des importations. L'application d'une mesure provisoire était donc justifiée au vu du volume élevé atteint par les importations, surtout en 2003. Pour la période de l'enquête précédant l'adoption des sauvegardes définitives, le niveau des importations totales de 2002 a été dépassé en dépit de l'application de la mesure de sauvegarde provisoire alors en vigueur. Quant à la cinquième question, l'Équateur a signalé que la branche de production nationale avait présenté un plan de réaménagement, arguant que l'application de celui-ci la rendrait compétitive. Ce plan de réaménagement prévoyait une série de mesures administratives et financières ainsi qu'un plan d'équipement détaillé, qui avaient été évalués par l'autorité compétente chargée de l'enquête. S'agissant de la sixième question, l'Équateur a dit que les membres de la Communauté andine étaient parties aux mesures de sauvegarde au motif que l'enquête n'avait permis d'identifier, en provenance de ces pays, aucun des produits décrits à la position 4411. Toutefois, la notification appropriée avait été faite au Secrétariat de la Communauté andine, ce qui exemptait ces pays de l'application des mesures de sauvegarde.

71. S'agissant du deuxième groupe de questions, l'Équateur avait le sentiment que les questions posées dans le cadre d'une résolution de la Communauté andine ne pouvaient recevoir réponse que du Secrétariat général de la Communauté, qui avait compétence à l'égard de ces résolutions. Quant à la dixième question, l'Équateur a signalé que la notification adressée à l'OMC par l'autorité chargée de l'enquête, par le truchement du Représentant permanent de l'Équateur à l'OMC, avait été faite le 11 décembre 2002 conformément à la Résolution n° 052 du Conseil équatorien du commerce extérieur. L'enquête avait été ouverte le 9 janvier 2003 et la mesure provisoire avait été imposée dès le 8 janvier 2003 et notifiée à l'OMC. S'agissant de la onzième question, l'Équateur a signalé que le Décret n° 3497, publié au Journal officiel le 14 janvier 2003, a unifié la législation relative au Ministère du commerce extérieur, de l'industrialisation, de la pêche et de la concurrence en y incorporant le texte intégral de la Résolution n° 042 du Conseil du commerce extérieur. Cette résolution avait été notifiée à l'OMC et se trouvait dans le document pertinent. S'agissant de la douzième question, l'Équateur a signalé que les observations dûment fondées, reposant sur les constatations qui avaient entraîné l'adoption des mesures de sauvegarde, se trouvaient dans la même résolution qui avait été notifiée à toutes les parties intéressées. Toutefois, le rapport présenté au Conseil du commerce extérieur indiquait que les parties concernées y avaient eu accès. En ce qui concernait la treizième question, l'Équateur a dit que la restriction quantitative qu'il avait imposée était égale à la moyenne des importations des trois années précédentes. Les données sur la moyenne des importations étaient disponibles dans une annexe. S'agissant de la quatorzième question, l'Équateur a signalé que l'autorité chargée de l'enquête s'était basée sur l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes pour répartir les parts des contingents entre les entreprises équatoriennes qui pouvaient importer car le produit en question n'avait pas d'importateurs. Les entreprises équatoriennes pouvant importer pouvaient comprendre des entreprises liées à des importateurs, tout en étant exportatrices du produit concerné. Les parts de contingent non utilisées pouvaient être réattribuées mais elles n'étaient pas cumulables. L'autorité chargée de l'enquête s'était basée sur l'article XIII du GATT de 1994 pour répartir le contingent établi. L'Équateur avait également respecté les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et de l'Accord sur les services. En procédant à la répartition du contingent entre les pays importateurs et les pays fournisseurs, l'Équateur n'avait en aucun cas fait de discrimination entre les importations en fonction de leur origine, ni entre les importateurs, qu'ils soient étrangers ou nationaux. S'agissant de la quinzième question, l'Équateur a dit que l'existence de la menace de dommage avait été déterminée sur la base de l'effet plus ou moins marqué exercé sur chacune des variables établies selon les règles de l'OMC. En ce qui concernait la seizième question, l'Équateur a dit que la décision relative aux sauvegardes ressortissait à la Résolution n° 193 publiée au Journal officiel n° 126 de juillet 2003. La mesure courait depuis le 28 août 2003, date à laquelle sa parution au Journal officiel n° 157 l'avait rendue applicable selon la répartition du contingent entre les pays et des parts de contingent d'importation entre les importateurs. La première année d'application de la mesure s'achèverait le 27 août 2004. L'Équateur pourrait réviser la mesure de sauvegarde pendant sa période d'application si une proposition était faite dans ce sens. La mesure avait une durée de validité de deux ans, mais celle-ci pouvait être abrégée si le Conseil du commerce extérieur l'estimait judicieux. Elle pourrait aussi être prorogée, mais uniquement dans des circonstances extrêmes. Cela n'était manifestement pas considéré approprié pour le moment. En tout cas, l'Équateur agirait en conformité avec les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes sans préjudice pour les importations. Pour ce qui concernait la dix-huitième question, l'Équateur a dit que l'organisme chargé d'administrer le contingent était le Conseil du commerce extérieur et des investissements (COMEXI) et plus précisément le Sous-Secrétaire du Ministère du commerce extérieur, de l'industrialisation, de la pêche et de la concurrence. Le système d'enregistrement des importations tenu par la Banque centrale constituait un moyen public d'information sur l'utilisation des contingents. S'agissant de la dix-neuvième question, l'Équateur a dit que la sauvegarde a été appliquée aux panneaux de fibre de bois relevant de la position tarifaire 4411, tandis que les produits importés similaires au produit national ou directement concurrents de celui-ci relevaient des positions désagrégées 4411.1900, 4411.2100, 4411.2900, 4411.3100, 4411.3900, 4411.9100 et 4411.9900 du système harmonisé. Au sujet de la vingtième question, l'Équateur a dit que les renseignements détaillés qui étaient demandés se trouvaient dans le rapport présenté par le Conseil du commerce extérieur, dont des copies étaient

disponibles à cette occasion. S'agissant de la vingt et unième question, l'Équateur a dit que Résolution n° 193 du COMEXI décrivait ce qui avait été analysé par les autorités chargées de l'enquête dans l'accomplissement de leur tâche. Dans le cas de la visite de l'usine Cotopaxi, la portée de la visite était décrite, c'est-à-dire ce qui avait été constaté et analysé à l'occasion de cette visite, ce qui ne constituait pas nécessairement la base des conclusions de l'enquête, mais uniquement un des éléments de cette base. Le verbe "semblaient" avait donc une portée limitée à ce qui avait été constaté et analysé à l'usine Cotopaxi dans le cadre de l'enquête. Les conclusions de l'enquête étaient fondées sur des éléments de preuve objectifs. Enfin, au sujet de la vingt-deuxième question, l'Équateur a signalé que l'autorité chargée de l'enquête et l'Équateur considéraient que cette relation était nécessaire pour les importations parce que l'une des gammes de produits devait procurer à l'économie équatorienne une valeur ajoutée sur les fibres de bois. Les autres produisaient une partie de la matière première entrant dans la fabrication de ces panneaux de fibres de bois. Aucun autre motif n'avait été identifié pour expliquer la réduction objectivement établie pour la capacité de la branche de production nationale.

72. La représentante du Chili a dit que sa délégation présenterait une réaction préliminaire sur quatre points. Le premier point était la réponse concernant les produits similaires entre eux ou par rapport à des produits concurrents. La représentante du Chili a noté que l'Équateur avait dit qu'il y avait des produits similaires aux produits d'origine nationale. La déléguée du Chili a demandé ce que cela signifiait exactement. Elle a demandé s'il y avait eu huit enquêtes distinctes. Selon la représentante du Chili, s'il y avait eu des enquêtes distinctes et si elles avaient été réalisées ensemble, c'était parce que l'on était parti du principe qu'il s'agissait de produits similaires entre eux ou avec des produits d'origine nationale. Quant à la question portant sur la "circonstance critique", elle procédait, selon la déléguée du Chili, du fait que la réponse précédente de l'Équateur signalait qu'une telle circonstance faciliterait la distribution de produits importés sur le marché local. La déléguée du Chili a dit que sa délégation ne croyait pas que cela constituait une circonstance critique. Le quatrième point soulevé par la déléguée du Chili concernait la réattribution des parts de contingent. Elle souhaitait obtenir du délégué de l'Équateur des explications complémentaires sur la façon dont les parts de contingent pouvaient être réattribuées. Le Chili craignait que ces parts de contingent d'importations ne soient pas utilisées, non parce qu'il n'y avait pas suffisamment d'importations mais parce que les parts étaient administrées de telle façon que le contingent soit effectivement inférieur. Enfin, la représentante du Chili a noté que le délégué de l'Équateur avait dit que la mesure avait été lancée le 28 août. Elle s'achèverait donc le 27 août 2004. La représentante du Chili a rappelé que l'Équateur avait dit à la réunion précédente que la période pendant laquelle la mesure avait été imposée provisoirement serait décomptée des deux années d'application de la mesure définitive. La représentante du Chili a signalé que sa délégation continuerait à en débattre avec la délégation de l'Équateur.

73. Le délégué de l'Équateur a signalé que l'Équateur continuerait à veiller à ce que les renseignements demandés par le Chili et par le Mexique leur soient communiqués. Le représentant de l'Équateur a dit qu'en ce qui concernait le Chili, la délégation de l'Équateur avait les réponses par écrit et qu'une lecture analytique des questions permettrait peut-être à la déléguée du Chili de trouver ses réponses. Le représentant de l'Équateur a signalé que sa délégation ne répondrait pas aux quatre questions que le Chili avait posées tant que la délégation équatorienne ne serait pas en mesure de répondre par écrit aux questions écrites du Chili, ce qui devrait clarifier nombre des doutes qui avaient été exprimés.

## **11. Estonie – Viande de porc**

74. Le Président a noté que l'Estonie avait notifié dans le document G/SG/N/6/EST/1 l'ouverture de son enquête sur la viande de porc.

75. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de cette notification.

## **12. Communautés européennes – Mandarines**

76. Le Président a noté que les Communautés européennes avaient notifié dans le document G/SG/N/6/EEC/2 l'ouverture de leur enquête sur certaines mandarines préparées ou conservées.

77. Le délégué des Communautés européennes a dit que les Communautés européennes avaient ouvert cette enquête le 11 juillet 2003; l'avis relatif à l'enquête avait été publié à la même date et la notification avait été faite au Comité. Le délégué des Communautés a dit que l'avis et la notification étaient assez explicites. L'enquête était en cours et les Communautés européennes respecteraient toutes les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes en matière de notifications et de consultations.

78. Le délégué des États-Unis, signalant que sa délégation était en train d'élaborer des questions écrites qu'elle avait l'intention de présenter à bref délai, a dit que, dans ce domaine, les États-Unis avaient des intérêts commerciaux et que la notification soulevait certaines questions. Par exemple, il semblait que les Communautés européennes notifiaient deux enquêtes distinctes. Premièrement, il semblait s'agir d'une enquête en matière de sauvegarde transitoire par produit visant les importations en provenance de la Chine. Deuxièmement, il semblait s'agir d'une enquête visant les importations de toutes provenances en vertu de l'Accord sur les sauvegardes. Le délégué des États-Unis a dit que sa délégation s'intéressait à la relation entre ces deux enquêtes, y compris la question de savoir s'il y aurait une forme de double protection que mentionnait le représentant des Communautés européennes. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation s'intéressait aussi aux questions qui avaient été soulevées suite à l'annonce faite par les Communautés au sujet de l'élargissement de l'UE de 15 à 25 membres, questions qui avaient déjà été débattues au Comité des pratiques antidumping. Le délégué des États-Unis a demandé si les mesures éventuelles résultant de cette enquête s'appliqueraient aux importations à destination de l'UE-15 ou de l'UE-25. Le représentant des États-Unis a signalé que sa délégation envisageait de présenter ces questions par écrit.

79. Le délégué des Communautés européennes a dit que sa délégation attendrait les questions écrites des États-Unis et qu'elle y répondrait certainement. Le représentant des Communautés européennes a également signalé qu'il pouvait expliquer certains éléments de ces questions séance tenante. Le délégué des Communautés européennes a indiqué que les Communautés européennes menaient une enquête parallèle au titre du "mécanisme transitoire de sauvegarde par produit". Les Communautés européennes doutaient que l'issue finale de ces deux enquêtes puisse être motif de préjudice. Les Communautés estimaient que les prescriptions voulues pour l'ouverture des deux enquêtes étaient satisfaites. Si les Communautés européennes finissaient par adopter les mesures, il y aurait soit une mesure de sauvegarde visant les importations de toutes provenances soit une mesure de sauvegarde transitoire par produit, mais il n'y aurait pas de double protection. Quant à la deuxième question que les États-Unis avaient soulevée, le représentant des Communautés européennes a dit qu'elle ressortissait au point précédemment soulevé par la Corée au titre des "Autres questions" et pourrait donc être débattue dans ce contexte.

## **13. Communautés européennes – Certains produits en acier**

80. Le Président a noté que la Turquie avait fait une notification concernant l'enquête des Communautés européennes sur certains produits en acier. Cette notification figurait dans le document G/L/624 G/SG/N/12/TUR/1/Corr.1.

81. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de cette notification.

#### **14. Hongrie – Sucre blanc**

82. Le Président a noté que la Hongrie avait fait un certain nombre de notifications concernant son enquête sur le sucre blanc. Ces notifications figuraient dans les documents G/SG/N/6/HUN/3, G/SG/N/7/HUN/3 et G/SG/N/11/HUN/3.

83. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de ces notifications.

#### **15. Hongrie – Nitrate d'ammonium**

84. Le Président a noté que la Hongrie avait fait un certain nombre de notifications concernant son enquête sur le nitrate d'ammonium, lesquelles figuraient dans les documents G/SG/N/8/HUN/2, G/SG/N/9/HUN/2, G/SG/N/10/HUN/2 et G/SG/N/11/HUN/2/Add.2.

85. Le délégué de la Roumanie a signalé que les producteurs et exportateurs roumains de nitrate d'ammonium avaient été énormément affectés par cette mesure. C'était pourquoi la Roumanie avait demandé des consultations bilatérales pendant toute la durée de l'enquête. Le représentant de la Roumanie a dit qu'à la date de la réunion en cours, les renseignements et réponses reçus de la partie hongroise ne satisfaisaient pas la Roumanie. La Roumanie a vivement engagé la partie hongroise à compléter les données demandées lors des réunions d'octobre 2003 à Budapest. Le représentant de la Roumanie a dit que son pays espérait que l'esprit de ces consultations survivrait afin de définir une solution acceptable d'un commun accord.

86. Le délégué de la Hongrie a fait observer qu'au cours des récentes consultations bilatérales, la Roumanie avait présenté une longue liste de questions et, selon les renseignements dont il disposait, les autorités hongroises étaient encore en train d'élaborer les réponses aux questions de cette liste. Le délégué de la Hongrie a dit que sa délégation espérait être en mesure, à bref délai, de communiquer ces réponses à la Roumanie.

#### **16. Jordanie – Pâtes alimentaires**

87. Le Président a noté que la Turquie avait fait dans les documents G/L/625 et G/SG/N/12/TUR/2 une notification concernant l'enquête de la Jordanie sur les pâtes alimentaires. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de la notification de la Turquie.

88. Le Président a noté que le Mexique avait posé dans le document G/SG/Q2/JOR/4 des questions concernant cette enquête et que la Jordanie avait répondu à ces questions dans le document G/SG/Q2/JOR/5.

89. Le délégué de la Jordanie a apporté une correction à la réponse de son pays. À la dernière ligne du dernier paragraphe de la réponse à la première question, le membre de phrase "[p]our ce qui est des pâtes alimentaires" devrait être remplacé par "pour ce qui est des bandes magnétiques".

90. Le délégué du Mexique a dit que son pays avait encore des doutes concernant l'application de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes. S'agissant des mesures de sauvegarde définitives imposées par la Jordanie, le représentant du Mexique a dit que son pays souhaitait obtenir des renseignements spécifiques de la part de la délégation de la Jordanie. Le délégué du Mexique a demandé quels étaient, pour chacune des trois enquêtes (pâtes alimentaires, tous produits pour usages sanitaires, bandes magnétiques), les pays en développement Membres qui auraient une part qui ne dépasserait pas 3 pour cent des importations totales, et quelle était la part du Mexique.

91. Le délégué du Mexique a signalé que, d'après les renseignements qu'il avait reçus de la Jordanie, le Mexique doutait encore que les pays en développement ayant chacun une part

d'importations de moins de 3 pour cent représentent ensemble de 61 à 91 pour cent des importations totales des produits visés par chacune des enquêtes. Selon le délégué du Mexique, il y aurait pour chaque enquête entre 20 et 30 pays en développement Membres de l'OMC, ce qui était un nombre très important et représentait un niveau très élevé de diversification des importations pour ces pays. Le Mexique estimait que la Jordanie appliquait ses règlements à tous les pays en développement, quels que soient les volumes qu'ils aient exportés.

92. Le représentant de la Jordanie a dit qu'il ne disposait pas des chiffres à la réunion en cours. Le délégué de la Jordanie a dit que sa délégation fournirait les renseignements pertinents au Secrétariat.

#### **17. Jordanie – Produits pour usages sanitaires**

93. Le Président a noté que la Turquie avait fait dans le document G/L/626 G/SG/N/12/TUR/3 une notification concernant l'enquête de la Jordanie sur les produits pour usages sanitaires. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de la notification de la Turquie.

94. Le Président a noté que le Mexique avait posé dans le document G/SG/Q2/JOR/4 des questions concernant cette enquête et que la Jordanie avait répondu à ces questions dans le document G/SG/Q2/JOR/5.

95. Le représentant du Mexique a dit que les questions que son pays avait posées au sujet de la précédente enquête de la Jordanie s'appliquait aussi à cette enquête. Le délégué de la Jordanie a dit que son pays enverrait les données demandées.

#### **18. Jordanie – Eau gazéifiée**

96. Le Président a noté que la Jordanie avait notifié dans le document G/SG/N/9/JOR/6 la clôture de son enquête sur l'eau gazéifiée. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de cette notification.

#### **19. Lettonie – Porcs vivants et viande de porc**

97. Le Président a noté que la Lettonie avait fait dans les documents G/SG/N/10/LVA/3 et Add.1 deux notifications concernant son enquête sur les porcs vivants et la viande de porc.

98. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de ces notifications.

#### **20. Moldova – Sucre**

99. Le Président a noté que la Moldova avait fait dans les documents G/SG/N/6/MDA/1, G/SG/N/8/MDA/1, G/SG/N/10/MDA/1 et G/SG/N/11/MDA/1 un certain nombre de notifications concernant son enquête sur le sucre.

100. Le représentant des Communautés européennes a signalé que les Communautés étaient préoccupées par ce cas. Les Communautés européennes y avaient des intérêts commerciaux et elles avaient noté que la Moldova avait notifié simultanément la constatation du dommage et l'adoption des mesures définitives. Le représentant des Communautés européennes a dit que cela n'était pas compatible avec les dispositions de l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes. Les Communautés européennes avaient été informées de la décision de la Moldova après qu'elle avait été adoptée, sans avoir eu la possibilité de participer à la procédure ni de tenir des consultations préalables. Selon le délégué des Communautés européennes, il semblait que les mesures aient été adoptées mais qu'elles entreraient en vigueur ultérieurement, en janvier 2004. Le délégué des Communautés européennes a



demandé à la Moldova si elle envisageait que ce délai puisse servir à tenir des consultations au titre de l'article 12:3 et s'il restait possible de faire modifier cette mesure d'ici là.

101. Le Président, faisant observer que la Moldova n'était pas représentée à la réunion, a invité les Communautés européennes à formuler ces questions par écrit.

## **21. Philippines – Miroirs en verre**

102. Le Président a noté que les Philippines avait fait un certain nombre de notifications concernant son enquête sur les miroirs en verre, lesquelles figuraient dans les documents G/SG/N/6/PHL/3, G/SG/N/7/PHL/3, G/SG/N/8/PHL/3 et G/SG/N/11/PHL/3.

103. Le délégué des États-Unis a dit qu'il s'agissait d'un produit présentant un intérêt commercial pour son pays et que celui-ci suivrait certainement le déroulement de l'enquête. Il a signalé que sa délégation avait vu la notification concernant l'imposition de mesures provisoires et qu'elle ne contenait aucune mention de constatations justifiant l'existence des circonstances critiques prescrites à l'article 6 pour l'imposition d'une mesure de sauvegarde provisoire. Les États-Unis ont demandé si les Philippines avaient effectivement fait quelque constatation que ce soit concernant des circonstances critiques. Le délégué des États-Unis a aussi demandé comment les dispositions de l'article 6 pouvaient être autrement satisfaites.

104. Le délégué des Philippines a demandé aux États-Unis de mettre ces questions par écrit et a dit que les Philippines s'efforceraient d'y répondre à très bref délai.

## **22. Philippines – Verre à dessins**

105. Le Président a noté que les Philippines avaient fait dans les documents G/SG/N/6/PHL/4, G/SG/N/7/PHL/4, G/SG/N/8/PHL/4 et G/SG/N/11/PHL/4 un certain nombre de notifications concernant leur enquête sur le verre à dessins.

106. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de ces notifications.

## **23. Philippines – Verre flotté**

107. Le Président a noté que les Philippines avaient fait dans les documents G/SG/N/6/PHL/5, G/SG/N/7/PHL/5, G/SG/N/8/PHL/5 et G/SG/N/11/PHL/5 un certain nombre de notifications concernant leur enquête sur le verre flotté.

108. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de ces notifications.

## **24. Philippines – Ciment**

109. Le Président a noté que les Philippines avaient fait dans les documents G/SG/N/10/PHL/2 et G/SG/N/11/PHL/2 deux notifications concernant leur enquête sur le ciment.

110. Le représentant des États-Unis s'est référé au fait que les notifications indiquaient que la mesure provisoire imposée en décembre 2001 s'appliquerait pendant 200 jours, mais qu'une décision de justice rendue ultérieurement avait eu pour effet de maintenir la mesure provisoire en vigueur au-delà des 200 jours. Le délégué des États-Unis a noté que la mesure provisoire avait été laissée en vigueur pendant près d'un an et demi. Selon le délégué des États-Unis, si ces renseignements étaient exacts, cela ne serait pas en conformité avec les dispositions de l'article 6 limitant à 200 jours la durée des mesures provisoires. Le délégué des États-Unis demandait des éclaircissements quant à la période pendant laquelle la mesure provisoire avait été en vigueur.

111. Deuxièmement, le délégué des États-Unis s'est référé aux dispositions institutionnelles en vigueur aux Philippines entre le Ministère du commerce et de l'industrie et la Commission tarifaire pour les enquêtes en matière de sauvegarde. Le délégué des États-Unis a dit que, selon la notification, l'enquête avait d'abord été ouverte par la Commission tarifaire mais, après une première décision de justice, le Ministère du commerce et de l'industrie avait rendu ultérieurement une décision sur l'imposition d'une mesure de sauvegarde. Le délégué des États-Unis a demandé des éclaircissements quant à savoir si l'autorité compétente, quelle qu'elle soit, avait déterminé que l'accroissement des importations avait causé ou menacé de causer un dommage grave à la branche de production nationale avant que la décision ne soit prise.

112. Le délégué des Philippines a dit qu'au sujet de la première question des États-Unis, sa délégation devrait consulter sa capitale. S'agissant de la deuxième question, le représentant des Philippines a dit que, selon ses informations, le Ministère du commerce et de l'industrie avait fait une détermination qui avait abouti à l'imposition de la mesure de sauvegarde.

113. Le délégué des Philippines a demandé aux États-Unis de fournir ces questions par écrit afin que la délégation des Philippines puisse les transmettre à ses autorités.

## **25. Philippines – Carreaux en céramique**

114. Le Président a noté que les Philippines avaient fait deux notifications concernant leur enquête sur les carreaux en céramique, notifications qui figuraient dans les documents G/SG/N/10/PHL/1/Suppl.1 et G/SG/N/11/PHL/1/Suppl.1.

115. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de ces notifications.

## **26. Pologne – Allumettes**

116. Le Président a noté que la Pologne avait notifié dans le document G/SG/N/6/POL/5 l'ouverture d'une enquête sur les allumettes.

117. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de cette notification.

## **27. Pologne – Certains produits en acier**

118. Le Président a noté que la Pologne avait fait dans les documents G/SG/N/8/POL/1, G/SG/N/10/POL/1 et G/SG/N/11/POL/2 un certain nombre de notifications concernant son enquête sur certains produits en acier.

119. Le Président a aussi noté que des questions concernant cette enquête avaient été posées par le Mexique dans le document G/SG/Q2/POL/1 et que la Pologne avait donné ses réponses à ces questions dans le document G/SG/Q2/POL/2.

120. Le délégué du Mexique a exprimé les préoccupations de son pays à l'égard du principe appliqué par la Pologne pour définir "pays en développement" aux fins de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes. En outre, le délégué du Mexique a signalé que le Mexique avait des questions concernant trois des quatre cas de la Pologne (produits en acier, carbure de calcium, chauffe-eau) inscrits à l'ordre du jour et que, pour des raisons de procédure, le Mexique discuterait des trois enquêtes ensemble.

121. Le représentant du Mexique a dit que son pays appréciait les explications de la Pologne au sujet de la façon dont elle avait mis en œuvre l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes concernant l'imposition de mesures de sauvegarde provisoires dans ces trois cas, en particulièrement en ce qui

concernait les éléments de preuve utilisés pour déterminer l'existence de circonstances critiques justifiant l'imposition de telles mesures.

122. Le représentant du Mexique a demandé au gouvernement polonais d'informer le Mexique des éléments de preuve qui avaient été pris en considération pour établir un lien de causalité entre l'accroissement des importations et un dommage grave causé à la branche de production nationale, ainsi que de l'évaluation objective et quantifiable des autres facteurs pertinents, comme prévu à l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes. En outre, le délégué du Mexique a demandé des renseignements concernant le processus d'ajustement qui interviendrait pendant la période d'application des mesures de sauvegarde, comme en disposait l'article 7 de l'Accord sur les sauvegardes.

123. Le délégué du Mexique a réitéré la position de son pays selon laquelle il devait être tenu dûment compte du statut du Mexique comme pays en développement, comme le reconnaissait l'OMC. Le délégué du Mexique a signalé que ce statut n'avait pas changé et qu'il devait donc continuer à s'appliquer.

124. Le délégué de la Pologne a signalé que son pays avait déjà communiqué au Mexique les réponses concernant l'article 9:1. Le délégué de la Pologne a noté l'existence d'une divergence de vues manifeste et a dit que la position de la Pologne restait inchangée. Il a indiqué que cela ne s'appliquait pas seulement aux mesures concernant l'acier mais à toutes les mesures de sauvegarde de la Pologne.

125. Quant aux autres questions, le représentant de la Pologne a dit qu'il y répondrait dans le contexte de l'enquête sur les produits en acier. S'agissant des circonstances critiques, le délégué de la Pologne a signalé qu'elles avaient été prises en compte dans l'enquête sur les produits en acier. Le représentant de la Pologne a dit que la notification relative à la mesure provisoire de sauvegarde contenait certains renseignements concernant les circonstances critiques. Quant au lien de causalité, le délégué de la Pologne a fait valoir que son pays avait mené des recherches à ce sujet. Il a souligné que l'enquête avait été ouverte à l'origine au sujet de 12 groupes de produits. Sur ces 12 groupes, dix ont fait l'objet de mesures provisoires et à peine huit de mesures définitives. Aucune mesure définitive n'a été imposée aux quatre groupes restants car les autorités compétentes n'avaient trouvé aucun lien de causalité pour trois d'entre eux et, pour le quatrième, les autorités ont constaté que la mesure définitive ne serait pas favorable à l'industrie de transformation.

126. En ce qui concernait la question du Mexique concernant l'ajustement prévu à l'article 7, le représentant de la Pologne a dit que la mesure expirerait le 1<sup>er</sup> mai 2004 avec l'adhésion de la Pologne aux Communautés européennes. Étant donné que la mesure ne serait pas appliquée pendant plus d'un an, il n'y aurait pas de libéralisation progressive.

127. Le représentant de l'Argentine est intervenu pour faire des observations concernant les mesures polonaises visant les produits en acier, le carbure de calcium et les chauffe-eau. Comme le Mexique, le délégué de l'Argentine s'est dit préoccupé que la Pologne n'ait pas exclu son pays du champ d'application des mesures prises au titre de l'article 9:1, compte tenu que les exportations argentines à destination du marché polonais étaient inférieures à 3 pour cent. Le délégué de l'Argentine a signalé que lorsque la Pologne avait agi de la même manière en adoptant la mesure de sauvegarde provisoire, l'Argentine avait déposé une plainte auprès des autorités polonaises en demandant l'application du statut de pays en développement pour toutes les questions relatives à l'OMC, en vertu des dispositions de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes. À cette occasion, les autorités compétentes avaient expliqué qu'en l'absence d'une liste OMC des pays en développement Membres, la Pologne s'était fondée sur deux principes ou critères pour définir "pays en développement". L'un des critères était que le pays considéré devait être non européen, l'autre qu'il devait avoir un PIB par habitant inférieur à celui de la Pologne, critère auquel l'Argentine ne

satisfaisait pas. L'Argentine souhaitait manifester une préoccupation d'ordre systémique concernant l'interprétation polonaise des dispositions de l'article 9:1. Selon l'Argentine, l'article 9:1 était limpide; il se référait aux pays en développement. Il ne pouvait faire aucun doute que l'Argentine était un tel pays en développement. De ce fait, la non-exclusion de l'Argentine du champ d'application de cette mesure n'était pas conforme aux dispositions dudit article.

128. Le délégué de la Pologne a dit que la position de la Pologne n'avait pas changé quant à la définition de "pays en développement" aux fins de l'article 9:1, mais après des consultations bilatérales avec l'Argentine, la Pologne avait reçu des données plus précises concernant le PIB par habitant de l'Argentine suite à la crise financière. Selon les dernières données en date, le PIB par habitant de l'Argentine était inférieur à celui de la Pologne. Le représentant de la Pologne a dit que son pays était donc prêt à inscrire l'Argentine à la liste des pays exclus aux fins de l'article 9:1.

129. Le délégué de la Pologne a répété que son pays n'avait toujours pas changé de position sur la question systémique de cet article et, puisque le PIB par habitant du Mexique était supérieur à celui de la Pologne, celle-ci n'avait pas l'intention d'exclure le Mexique du champ d'application de la mesure.

130. S'agissant de l'article 7, le délégué de la Pologne a clarifié la réponse qu'il avait faite à la question concernant la libéralisation de la mesure. Le délégué de la Pologne a dit que la réponse qu'il avait donnée s'appliquait à toutes les mesures autres que celles touchant les produits en acier car cette dernière avait été imposée à l'origine en juillet. La mesure ayant été imposée avant le référendum tenu en Pologne au sujet de l'adhésion aux Communautés européennes, les autorités polonaises ne savaient pas avec certitude, au moment de l'imposition, si la Pologne adhérerait aux Communautés européennes le 1<sup>er</sup> mai 2004. Cette mesure serait donc libéralisée après le 8 mars 2004. Les droits seraient plus faibles et les contingents en franchise de droits seraient augmentés pour la période du 8 mars au 30 avril 2004. Toutefois, il n'y aurait pas de libéralisation pour les autres mesures car celles-ci ne seraient pas appliquées pendant plus d'un an.

131. Le représentant de l'Argentine a dit que les pays en développement étaient intrinsèquement vulnérables aux variations du PIB par habitant et que c'était l'une des raisons pour lesquelles celui-ci ne pouvait pas être utilisé comme critère. Il a fait observer que ce critère n'était pas compris dans l'article 9:1, qui mentionnait les pays en développement en tant que tels.

132. Le délégué du Mexique a appuyé les observations de l'Argentine. Il estimait que le PIB par habitant n'était pas un critère prévu à l'article 9:1. Par conséquent, le fait que le PIB par habitant du Mexique soit plus élevé que celui de la Pologne ne justifiait pas la non-exclusion du Mexique en tant que pays en développement.

133. La déléguée de la Malaisie a dit que son pays partageait les préoccupations d'ordre systémique exprimées par les délégations de l'Argentine et du Mexique, et elle a répété que le PIB par habitant ne devrait pas servir de critère pour l'application de l'article 9:1.

134. Le délégué de la Pologne est convenu que l'article 9:1 s'appliquait aux pays en développement et ne mentionnait nullement le PIB par habitant. Selon le délégué de la Pologne, du fait que les Accords de l'OMC ne contenaient aucune définition de "pays en développement", la règle d'autodésignation n'était pas contraignante aux fins de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Le délégué de la Pologne a rappelé que certains pays employaient leur liste des bénéficiaires du SGP aux fins de l'article 9:1. Il a signalé, par exemple, que la Pologne avait été exclue du champ d'application de la mesure de sauvegarde sur l'acier imposée par les États-Unis, bien qu'elle ne soit jamais considérée comme un pays en développement. Le délégué de la Pologne a dit que les États-Unis avaient probablement déterminé le statut de la Pologne en se fondant sur leur liste de bénéficiaires du SGP. Il a indiqué que la Pologne avait été exclue par les Philippines également sur la base de la liste de bénéficiaires du SGP des Philippines ou de quelque autre liste. Le représentant de la Pologne a

répété que son pays ne s'était jamais autodésigné à l'OMC comme pays en développement, mais il avait été exclu dans certains cas. Le délégué de la Pologne a dit que l'utilisation des listes de bénéficiaires du SGP aux fins de l'article 9:1 était également conforme aux règles de l'OMC car il n'existait aucune règle en la matière à l'OMC.

135. Le délégué du Mexique a dit que son pays, qui n'était pas d'accord avec cette interprétation, avait examiné la politique de la Pologne en matière de sauvegardes et y reviendrait ultérieurement.

## **28. Pologne – Carbone de calcium**

136. Le Président a noté que la Pologne avait fait dans les documents G/SG/N/8/POL/2, G/SG/N/10/POL/3 et G/SG/N/11/POL/4 un certain nombre de notifications concernant son enquête sur le carbone de calcium.

137. Le représentant de la République slovaque s'est intéressé à la mesure de sauvegarde appliquée par la Pologne au carbone de calcium. Il a souligné que la République slovaque éprouvait certaines préoccupations concernant des aspects de fond et des aspects de procédure relatifs à cette mesure de sauvegarde. Le délégué de la République slovaque a dit que son pays souhaitait que la Pologne réexamine cette mesure et il a dit qu'il y avait matière à consultations bilatérales.

## **29. Pologne – Chauffe-eau**

138. Le Président a noté que la Pologne avait fait un certain nombre de notifications concernant son enquête sur les chauffe-eau, notifications qui figuraient dans les documents G/SG/N/8/POL/3, G/SG/N/10/POL/2, G/SG/N/10/POL/2/Suppl.1 et G/SG/N/11/POL/3.

139. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de ces notifications.

## **30. États-Unis – Certains produits en acier**

140. Le Président a noté que les États-Unis avaient fait dans le document G/SG/N/13/USA/4 une notification concernant leur enquête sur certains produits en acier.

141. Le délégué du Japon a dit qu'il ferait certaines observations concernant la mesure des États-Unis sur les produits en acier, observations qui toucheraient aussi les mesures de sauvegarde d'autres Membres à l'égard des produits en acier, dont certaines avaient déjà été débattues à la réunion en cours.

142. Le délégué du Japon a dit que son pays, en coordination avec d'autres, avait fermement fait valoir que les mesures de sauvegarde des États-Unis violaient les règles de l'OMC et devaient donc être abrogées. Le représentant du Japon a rappelé que le groupe spécial établi au sujet de ces mesures avait conclu que celles-ci étaient incompatibles avec les règles de l'OMC et la délégation japonaise attendait que l'Organe d'appel distribue son rapport en la matière.

143. Se référant à la notification des États-Unis concernant le réexamen de milieu de période, figurant dans le document G/SG/N/13/USA/4, le délégué du Japon a noté que les États-Unis expliquaient que le Président des États-Unis pouvait décider de réduire ou de modifier une mesure de sauvegarde ou d'y mettre fin après avoir reçu de l'ITC un rapport de milieu de période d'application, mais que, pour le moment, le Président n'avait pas décidé de prendre une telle décision concernant cette mesure.

144. Le délégué du Japon a dit que son pays suivrait très attentivement l'évolution de la question dans le proche avenir. Le délégué du Japon a ajouté que si l'Organe d'appel constatait dans son

rapport que ces mesures de sauvegarde étaient incompatibles avec les règles de l'OMC et si les États-Unis ne rapportaient pas ces mesures en dépit de l'arrêt de l'Organe d'appel, le Japon devrait réexaminer les mesures nécessaires, y compris des mesures de rééquilibrage.

145. Le délégué du Japon a rappelé, comme son pays l'avait signalé aux précédentes réunions du Comité, qu'un certain nombre de Membres, notamment les Communautés européennes et la Chine, avaient recouru à des mesures de sauvegarde provisoires ou définitives sur les produits en acier, comme conséquence de l'imposition des mesures prises par les États-Unis. Le Japon s'était très inquiété d'une telle série de réactions en chaîne. Le délégué du Japon a donc vivement engagé les États-Unis à abroger le plus tôt possible les mesures de sauvegarde sur les produits en acier. Il a aussi vivement engagé les autres Membres à s'abstenir de prendre de telles mesures.

146. Le représentant des États-Unis a dit que la question était en instance devant l'Organe d'appel et que tous les Membres attendaient le rapport de l'Organe d'appel. Le représentant des États-Unis a dit que son pays étudierait ce rapport lorsqu'il serait distribué. Il a dit que les États-Unis n'avaient rien à ajouter à leur notification.

147. Le représentant des Communautés européennes a appuyé la déclaration japonaise. Il a aussi répété que les Communautés européennes assuraient le Japon qu'elles étaient résolues à abroger leur propre mesure de sauvegarde dès que les États-Unis auraient abrogé la leur.

### **31. Venezuela – Certains produits en acier**

148. Le Président a noté que Venezuela avait fait dans les documents G/SG/N/7/VEN/1/Suppl.1 et G/SG/N/11/VEN/1/Suppl.1 deux notifications concernant son enquête sur certains produits en acier.

149. Le représentant des Communautés européennes a noté que ces notifications concernaient des mesures provisoires de sauvegarde qui avaient été imposées en décembre 2002 pour une période de 200 jours, et il a demandé où en était ce cas.

150. Le délégué du Venezuela a dit que sa délégation n'avait pas de renseignements spécifiques et précis à fournir et qu'elle informerait les Communautés européennes dès que possible.

### **32. Venezuela – Papier pour l'écriture et l'impression et sacs**

151. Le Président a noté que Venezuela avait fait dans le document G/SG/N/8/VEN/3 une notification concernant son enquête sur le papier pour l'écriture et l'impression et les sacs.

152. Aucune observation ni question n'a été formulée au sujet de cette notification.

153. Le Président a rappelé que toute question concernant les notifications de mesures prises pour lesquelles des réponses écrites étaient demandées devait être communiquée au Membre concerné et au Secrétariat au plus tard le 10 novembre 2003. Les réponses écrites devaient être présentées au Secrétariat au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2003.

### **C. APPLICATION DE L'ARTICLE 9:1**

154. Le Président a noté que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Malaisie et que la Malaisie avait présenté le vendredi 17 octobre 2003 une note informelle sur la question.

155. La déléguée de la Malaisie, présentant les excuses de sa délégation pour le dépôt tardif de sa note informelle, a dit que sa délégation accueillerait avec plaisir toute observation qui pourrait être présentée à la réunion en cours.

156. La déléguée de la Malaisie a noté qu'un débat sur l'application de l'article 9:1 s'était tenu sous le point C de l'ordre du jour de la réunion du Comité des sauvegardes le 28 avril 2003. Elle a aussi rappelé qu'outre le débat de cette réunion-là, des débats avaient eu lieu sur la période à prendre en compte pour le calcul des niveaux négligeables (seuils *de minimis*), la méthode à employer pour ce calcul, le traitement de l'article 9:1 dans le contexte des mesures provisoires, et la méthode à suivre par les autorités chargées de l'enquête pour identifier les pays en développement. La représentante de la Malaisie a rappelé qu'à la réunion d'avril, les Membres avaient été incités à faire distribuer des documents ou des contributions écrites sur les questions relatives à l'article 9:1 afin de permettre des discussions plus fructueuses au sein du Comité.

157. La représentante de la Malaisie a dit que la communication de son pays visait à permettre un débat plus résolument axé sur la question en vue d'accroître la transparence avec laquelle les Membres appliquaient cette disposition. Elle avait aussi pour but de mieux faire comprendre l'application de cette disposition par les Membres. Cela pourrait contribuer à la mise en œuvre de l'Accord sur les sauvegardes de manière à permettre à tous les Membres de remplir leurs obligations et de se prévaloir pleinement des droits que leur confère l'Accord.

158. La représentante de la Malaisie a noté que l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes disposait que des mesures de sauvegarde ne seraient pas appliquées à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement Membre tant que la part de ce Membre dans les importations du produit considéré du Membre importateur ne dépasserait pas 3 pour cent, à condition que les pays en développement Membres dont la part dans les importations est inférieure à 3 pour cent ne contribuent pas collectivement pour plus de 9 pour cent aux importations totales du produit considéré.

159. Selon la déléguée de la Malaisie, l'article 9:1 était une mesure de traitement spécial et différencié à l'intention de tous les pays en développement. Cette disposition était reconnue et acceptée comme exemptant les pays en développement ayant un faible volume d'exportations de l'application de la mesure de sauvegarde.

160. La déléguée de la Malaisie a traité essentiellement de deux aspects de l'application de l'article 9:1: la période à prendre en compte pour le calcul du volume négligeable entraînant une révision de la détermination suite à l'imposition des mesures de sauvegarde; et l'application de l'article 9:1. Toutefois, cela ne signifiait pas que l'application de l'article 9:1 était limitée à ces éléments. Ces deux questions étaient plutôt mentionnées dans la communication simple pour faciliter les débats relatifs à l'application de l'article 9:1. La représentante de la Malaisie a également dit que cette communication s'entendait sans préjudice de la position de la Malaisie concernant l'application de l'article 9:1.

161. La représentante de la Malaisie a noté que l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes prévoyait qu'un Membre pourrait appliquer une mesure de sauvegarde à la suite d'une enquête menée par les autorités compétentes de ce Membre selon des procédures préalablement établies et rendues publiques. L'article 3:1 disposait en outre que cette enquête devait comprendre la publication d'un avis destiné à toutes les parties intéressées, ainsi que des moyens appropriés par lesquels ces parties pourraient présenter des éléments de preuve et leurs vues et répondre aux exposés d'autres parties. Un rapport exposant les constatations et les conclusions de l'enquête devait être publié.

162. La représentante de la Malaisie a ainsi noté que plusieurs prescriptions devaient être satisfaites avant qu'une mesure de sauvegarde ne soit appliquée: une enquête devait être menée, un avis d'enquête raisonnable devait être publié et la possibilité devait être donnée à toutes les parties intéressées de faire connaître leurs vues. La déléguée de la Malaisie estimait qu'avec ces prescriptions, il fallait s'attendre à ce que la période à prendre en compte pour déterminer l'existence d'un dommage grave, y compris le calcul du volume négligeable pour les pays en développement (la part de 3 pour cent), soit antérieure à l'application de la mesure. L'article 5:1 de l'Accord n'indiquait

pas que cette période représentative était une période antérieure à l'imposition de la mesure de sauvegarde.

163. Toutefois, la représentante de la Malaisie a dit que certains Membres avaient constaté à l'expérience que le traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement sur la base du calcul du volume négligeable leur permettant d'être exemptés de l'application d'une mesure de sauvegarde fondée sur les dispositions de l'article 9:1 n'était pas maintenu après la mise en vigueur de la mesure de sauvegarde. La représentante de la Malaisie a noté que certains Membres imposant une mesure de sauvegarde avaient entrepris de recalculer le volume négligeable après la mise en application de la mesure. Sur la base de ce nouveau calcul, fondé sur une période différente, les pays en développement initialement exemptés de la mesure au titre de l'article 9:1 voyaient cette exemption retirée lorsque leur part individuelle dépassait 3 pour cent pendant la période postérieure à l'imposition de la mesure.

164. La délégation malaisienne estimait utile que les Membres procèdent à un échange de vues concernant les questions ci-après:

- a) Existe-t-il des motifs justifiant une nouvelle détermination concernant l'exemption accordée au titre de l'article 9:1 basée sur un calcul utilisant la période postérieure à l'imposition de la mesure de sauvegarde?
- b) Lorsqu'il y a une nouvelle détermination sur la base du volume des échanges dans la période postérieure à l'imposition de la mesure, qu'est-ce qui empêcherait un Membre de s'abstenir de procéder à d'autres nouvelles déterminations, quel serait le point limite et cela n'aboutirait-il pas à une série infinie de nouvelles déterminations?
- c) Dans tout réexamen de l'application de l'article 9:1, ne faudrait-il pas prévoir une nouvelle enquête soumise aux prescriptions des articles 3 et 4? Le simple fait de procéder à une nouvelle détermination au titre de l'article 9:1 postérieurement à l'imposition d'une mesure ne devrait-il pas exiger aussi une réévaluation complète au titre de l'article 4 (en particulier du lien de causalité)?
- d) Le simple fait de procéder à une nouvelle détermination au titre de l'article 9:1 postérieurement à l'imposition d'une mesure de sauvegarde ne reviendrait-il pas à refuser au pays en développement Membre concerné la possibilité de faire connaître ses vues? Le fait de procéder à une nouvelle détermination au titre de l'article 9:1 sans donner aux intéressés la possibilité de faire valoir leurs intérêts ne porterait-il pas atteinte aux principes de l'équité et de la justice?
- e) Ne conviendrait-il pas mieux que l'autorité compétente démontre que les pays en développement qui avaient été exemptés à l'issue de l'enquête initiale ont provoqué un fort accroissement des importations postérieurement à l'imposition de la mesure, causant ainsi un dommage grave qui justifie une nouvelle détermination au titre de l'article 9:1?
- f) Cette action violerait-elle l'esprit et la lettre de cette mesure de traitement spécial et différencié et serait contraire à l'intention de l'article 9:1?

165. La représentante de la Malaisie a rappelé qu'à ses précédentes réunions, le Comité avait débattu de l'application discriminatoire de l'article 9:1. Certains pays en développement répondant aux prescriptions relatives au seuil *de minimis* aux termes de cet article avaient été exemptés des mesures de sauvegarde. Mais d'autres n'avaient pas été exemptés. Selon la représentante de la



Malaisie, une telle application arbitraire et discriminatoire de l'article 9:1 était contraire à l'intention de cet article et privait les pays en développement des droits que leur conférait cette disposition.

166. La représentante de la Malaisie a noté que le paramètre déterminant l'exclusion ou l'inclusion d'un pays en développement dans le champ d'application de cet article se fondait sur la modicité du volume des échanges. Il était donc incompatible avec l'Accord d'employer d'autres paramètres et ce serait violer l'Accord que de priver les pays en développement des droits que leur conférait cette disposition.

167. La déléguée de la Malaisie, souhaitant entendre des points de vue sur ces questions, a invité les Membres intéressés à faire part de leur expérience nationale concernant l'application de l'article 9:1. Cela devrait aider les pays Membres à mettre correctement en œuvre les droits et obligations résultant de l'Accord sur les sauvegardes.

168. Le délégué de la Thaïlande a signalé que la teneur de la note informelle de la Malaisie donnait matière à réflexion et constituait une bonne base pour la suite du débat. Il a fait observer qu'en essence, la note informelle se limitait à deux éléments: le choix de la période et la méthode par laquelle les autorités chargées de l'enquête définissaient les pays en développement. Le délégué de la Thaïlande a noté que certains aspects avaient été mis en relief, notamment le traitement spécial et différencié découlant de la disposition conçue pour contribuer au bon fonctionnement de l'Accord. Il a aussi noté que, pendant les débats du Comité, plusieurs délégations avaient déjà manifesté le même intérêt et examiné attentivement cette question. Le délégué de la Thaïlande a dit que sa délégation s'associait avec la Malaisie pour solliciter les vues des Membres au sujet des questions soulevées ainsi que de toute autre question relative à l'application de l'article 9:1. Il a encouragé la Malaisie à présenter ultérieurement sa communication sous forme d'un document officiel et il a signalé que la Thaïlande continuerait à collaborer étroitement avec la Malaisie et avec les autres Membres dans la poursuite du débat.

169. Le délégué de la Chine a fait des observations préliminaires au sujet de la communication de la Malaisie. En tant que pays en développement, la Chine s'associait aux vues des autres pays en développement Membres en faveur d'un débat plus fructueux sur l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes à la réunion d'avril du Comité. Selon le délégué de la Chine, les arguments sur les questions connexes contenues dans la communication malaisienne étaient légitimes compte tenu de l'augmentation récente des recours aux mesures de sauvegarde de la part des Membres. Le représentant de la Chine a signalé que l'article 9:1 était une mesure de traitement spécial et différencié pour tous les pays en développement Membres. Aux termes de cette disposition, des mesures de sauvegarde ne seraient pas appliquées à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement Membre tant que la part de ce Membre dans les importations du produit considéré du Membre importateur ne dépasserait pas 3 pour cent, à condition que les pays en développement Membres dont la part dans les importations est inférieure à 3 pour cent ne contribuent pas collectivement pour plus de 9 pour cent aux importations totales du produit considéré. Le délégué de la Chine a affirmé qu'un certain nombre de Membres de l'OMC appliquaient leurs critères nationaux plutôt que les critères de l'OMC pour définir quels étaient les pays en développement Membres aux fins de l'article 9:1. Il a dit que certains pays en développement Membres, lorsqu'ils décidaient de prendre des mesures de sauvegarde, excluraient certains pays en développement Membres en vertu des dispositions de l'article 9:1 pour un traitement spécial et différencié, sur une base unilatérale et discriminatoire. Le représentant de la Chine a aussi signalé que certaines autorités chargées d'enquêtes avaient tenté de rationaliser leur décision sur la base soit de leur propre liste de bénéficiaires du SGP soit de l'appartenance à des accords régionaux. Selon le délégué de la Chine, il importait de respecter strictement le paramètre du volume des échanges pour ne pas être en violation des obligations des Membres de l'OMC au titre des Accords de l'OMC et afin de ne pas priver les pays en développement Membres des droits que leur conférait l'article 9:1. Le représentant de la Chine a affirmé que la Chine avait fait face sur cette question à des déterminations injustes de la part de certains Membres de

l'OMC. Le délégué de la Chine a donc signalé qu'il était très important et nécessaire que les membres du Comité clarifient les dispositions de l'article 9:1 et débattent au Comité de certaines questions techniques concernant l'article 9:1.

170. Le représentant de la Colombie, remerciant la Malaisie de sa communication concernant la mise en œuvre de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes, a fait certaines observations préliminaires. La Colombie estimait que la période à prendre en compte dans l'application de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes devait correspondre à la période observée pour l'enquête. Le délégué de la Colombie a cependant fait observer que certains pays employaient une période représentative, quelle qu'elle soit. D'autres pays utilisaient les trois années représentatives pour lesquelles ils disposaient de statistiques. Certains Membres appliquaient différentes périodes selon le produit faisant l'objet de l'enquête. Le délégué de la Colombie a estimé que l'idéal serait de disposer d'un moyen permettant aux Membres d'établir la période à prendre en compte dans ce contexte. Selon le représentant de la Colombie, cela devait intervenir antérieurement à l'application de la mesure de sauvegarde. Toutefois, s'il n'était pas possible de créer une période exclusive pour tous les Membres, il serait important d'avoir, de la part de chaque pays individuel, une indication de leurs pratiques en la matière afin d'éviter des variations dans les périodes couvertes par les diverses enquêtes individuelles. Le délégué de la Colombie a dit pour conclure que pendant la période où la mesure était en vigueur, il n'était pas possible de calculer la participation des pays en développement. La mesure devait rester inchangée par rapport à la façon dont elle avait été appliquée à l'origine, sans exclure de nouveaux pays en développement, quelle que soit l'évolution de leur part dans les importations totales.

171. Le représentant de l'Australie estimait que les observations de la Malaisie constituaient un apport très utile au débat sur l'application de l'article 9:1. Il estimait aussi que ces observations étaient une façon constructive de faciliter les discussions et d'encourager le dialogue sur la mise en œuvre de cette disposition. S'agissant de la période à prendre en compte pour calculer le volume négligeable, le délégué de l'Australie a dit que les observations de la Malaisie avaient amené l'Australie à examiner le texte de l'article 9:1 minutieusement et attentivement. Premièrement, le délégué de l'Australie a noté que la Malaisie n'avait pas reflété les points essentiels du libellé de l'article 9:1 qui, selon l'Australie, devaient aussi être examinés. Par exemple, l'article 9:1 prévoyait que des mesures de sauvegarde ne seraient pas appliquées à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement tant que la part de ce pays dans les importations du produit considéré ne dépasserait pas 3 pour cent. Le représentant de l'Australie estimait toutefois que l'emploi de la locution "tant que" pourrait prescrire ou justifier intrinsèquement une révision du champ d'application de la mesure de sauvegarde. Deuxièmement, s'agissant de point effectif à partir duquel il convenait d'examiner, d'appliquer ou de prendre en compte le seuil négligeable, le délégué de l'Australie a noté que l'article 9:1 concernait le champ d'application des mesures de sauvegarde. La pratique australienne consistait à prendre en compte ce seuil négligeable à l'application de la mesure. À cet égard, le représentant de l'Australie a dit que sa délégation avait deux questions pour la Malaisie. Premièrement, le délégué de l'Australie a demandé si la Malaisie entendait l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes comme exigeant que soit employée, aux fins du calcul de l'article 9:1, une période représentative basée sur la période antérieure à l'imposition de la mesure de sauvegarde. La deuxième question était de savoir si la Malaisie estimait – s'il était nécessaire de faire enquête et d'établir un lien de causalité pour imposer des mesures de sauvegarde – que les volumes négligeables devaient être calculés à ce stade de la procédure de sauvegarde, c'est-à-dire au stade du dommage. Le délégué de l'Australie s'est référé en outre à l'affaire tranchée à l'OMC concernant la relation entre l'enquête sur le dommage et le recours à l'application de mesures de sauvegarde, c'est à dire l'argument de la symétrie ou du parallélisme implicites, qui avait été confirmé et maintenu par l'Organe d'appel. Le délégué de l'Australie a noté que dans l'appel interjeté dans l'affaire *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes*, les États-Unis avaient contesté l'argument selon lequel il y avait une symétrie implicite entre une enquête en matière de sauvegardes et le champ d'application de la mesure de sauvegarde. Selon le délégué de l'Australie, les États-Unis avaient fait valoir dans cette affaire que cela était incompatible avec l'article 9:1 qui, de l'avis des

États-Unis, excluait les pays en développement du champ d'application d'une mesure de sauvegarde, mais ne prévoyait pas leur exclusion du champ de l'enquête. Le délégué de l'Australie a signalé qu'aux termes des procédures australiennes en matière de sauvegardes, les produits originaires de pays en développement étaient inclus dans l'enquête sur l'évaluation du dommage. Les mesures de sauvegarde étaient appliquées à tout produit importé quelle que soit sa source, et le seuil négligeable était pris en compte dans le champ d'application de la mesure. Le délégué de l'Australie a demandé si la Malaisie estimait que la disposition de l'article 9:1 prévoyant un traitement spécial et différencié faisait exception à l'argument de la concordance ou du parallélisme entre l'enquête et l'application de la mesure. Enfin, le délégué de l'Australie a affirmé que la question de l'application de l'article 9:1 soulevée par la Malaisie semblait étroitement liée à la question de savoir comment le statut de pays en développement était déterminé par l'autorité chargée de l'enquête. Le représentant de l'Australie a noté que certains Membres de l'OMC appliquaient leurs propres critères nationaux pour définir le statut de pays en développement aux fins d'une enquête en matière de sauvegardes. Le délégué de l'Australie a affirmé que cela pouvait aboutir à des résultats qui n'étaient ni transparents ni prévisibles pour les Membres de l'OMC, ni voulus par l'Accord sur les sauvegardes. Le représentant de l'Australie attendait avec intérêt la suite du débat sur les pratiques courantes des Membres de l'OMC à cet égard.

172. Le représentant de Cuba a dit que sa délégation avait déjà exprimé l'intérêt qu'elle portait à un amendement de l'article 9:1. Cela apporterait une amélioration importante de l'accès aux marchés pour les pays en développement. Le représentant de Cuba a signalé que lors de la négociation de l'Accord sur les sauvegardes, la participation des pays en développement n'était pas aussi importante qu'aujourd'hui. Le délégué de Cuba, déclarant que sa délégation était donc favorable à un amendement de l'article 9:1, a vivement engagé les Membres de l'OMC à ne pas se livrer à leur propre interprétation libre de "pays en développement" mais plutôt à se conformer aux dispositions de l'article 9:1 à cet égard.

173. Le délégué de l'Argentine a manifesté l'intérêt de sa délégation pour l'examen de la question auquel la Malaisie avait procédé. Selon le délégué de l'Argentine, l'attention portée à cette question permettrait d'accroître la transparence et l'efficacité des dispositions prévues à l'article 9:1.

174. Le délégué du Mexique a signalé qu'il serait utile de tenir un débat sur la mise en œuvre de l'article 9:1. Ce serait dans l'intérêt de tous. Le délégué du Mexique s'est référé à la question de la période à prendre en compte aux fins des dispositions *de minimis* applicables en matière de sauvegardes. Le délégué du Mexique s'est aussi référé à la question du traitement arbitraire et discriminatoire. Il a fait valoir que c'était là une question extrêmement préoccupante pour les pays en développement, et certainement pour le Mexique. Selon le représentant du Mexique, la question de la définition de "pays en développement" ne saurait être laissée aux décisions arbitraires des autorités chargées des enquêtes.

175. Le représentant de l'Égypte, indiquant que sa délégation avait reçu la communication de la Malaisie à peine quelques jours avant la réunion, a demandé des éclaircissements concernant le fondement juridique de la proposition.

176. Le représentant du Venezuela a signalé qu'il convenait de poursuivre le débat sur la communication de la Malaisie au Comité une fois le texte distribué et assimilé par les délégations. Selon le délégué du Venezuela, les questions relatives aux droits et obligations des Membres tels qu'énoncés à l'article 9:1 étaient directement liées aux discussions se déroulant à la réunion du Comité. Comme d'autres, la délégation du Venezuela estimait que la définition de "pays en développement" et les droits qui en découlaient devaient être définis plus spécifiquement par le Comité. Le représentant de Venezuela s'est aussi fait l'écho de la proposition formulée par la délégation colombienne. La délégation de la Colombie avait proposé que le Comité étudie la question des périodes à prendre en compte aux fins de la mise en œuvre de l'article 9:1. Le délégué du

Venezuela a noté que la délégation colombienne avait très activement contribué au débat sur l'article 9:1, y compris les propositions résultant de la Déclaration ministérielle de Doha. Le délégué du Venezuela a signalé que ce projet de proposition serait utile pour la poursuite des débats au Comité.

177. Le délégué des Philippines a noté que la Malaisie ne proposait pas un amendement à l'article 9:1. Il estimait que les points soulevés dans la communication malaisienne étaient néanmoins utiles. Le délégué des Philippines a signalé que son pays attendait avec un vif intérêt de participer aux débats futurs sur cette question.

178. La représentante de la Malaisie a noté que sa délégation avait soulevé deux points concernant l'application de l'article 9:1. La déléguée de la Malaisie a pris note de l'encouragement que lui avaient apporté les nombreux Membres qui avaient pris la parole et avaient signalé qu'ils souhaitaient un examen et un débat plus approfondis de ces deux questions au Comité. S'agissant du point soulevé par la Thaïlande, la déléguée de la Malaisie a estimé que les débats sur l'article 9:1 ne devaient pas nécessairement se limiter à ces deux questions mais pourraient porter sur toutes les questions que soulèveraient les Membres. Quant à la question de l'Égypte concernant le fondement juridique de cette proposition, la représentante de la Malaisie a dit que son pays ne proposait pas un amendement à l'article 9:1 mais suggérait que les membres du Comité tiennent un débat qui aiderait les Membres à mettre en œuvre cet article.

179. La déléguée de la Malaisie a dit que les questions de l'Australie concernant le parallélisme et la période représentative étaient très utiles. Elle a dit que ces questions deviendraient très utiles une fois que les membres du Comité auraient engagé le débat à la réunion suivante. La représentante de la Malaisie a signalé qu'à son avis, la plupart des Membres de l'OMC, à quelques exceptions près, avaient mis en œuvre l'article 9:1 d'une manière très uniforme et acceptable. Elle a dit que la Malaisie souhaitait que certaines de ces questions soient débattues afin d'éviter qu'elles ne se transforment en un problème systémique. La déléguée de la Malaisie a signalé que la Malaisie reviendrait à cette question à la réunion suivante du Comité, avec des réponses de fond aux questions posées par les délégations et qu'elle réviserait éventuellement sa communication.

180. Le délégué des Communautés européennes a dit que les Communautés s'intéressaient pleinement à cette question.

181. Le Président a dit qu'en raison de la nature du débat tenu par les Membres à la réunion, ceux-ci pourraient avoir besoin d'un certain délai pour approfondir leur réflexion sur ce point de l'ordre du jour. Il a donc encouragé les Membres qui souhaitaient présenter un document à le faire assez tôt avant la réunion suivante, afin que les autres Membres aient le temps de l'examiner comme il convient. Le Président a dit que le Comité reviendrait à ce point de l'ordre du jour à la réunion suivante.

#### D. AUTRES QUESTIONS

182. Le Président a noté que trois questions avaient été inscrites sous ce point de l'ordre du jour lors de la séance du matin.

##### 1. Engagement Andriessen

183. Le délégué de l'Argentine a rappelé qu'à la précédente réunion du Comité, l'Argentine avait fait, sous le point "Autres questions", une déclaration concernant ce qu'il était convenu d'appeler l'"engagement Andriessen". L'Argentine craignait que cet engagement ne soit l'équivalent d'un accord de limitation des exportations ou de mesures similaires visées à l'article 11. Le représentant de l'Argentine a rappelé que les Communautés européennes avaient dit qu'elles répondraient à cette

question, mais aucune n'avait été reçue des Communautés à la date de la réunion en cours. Il a donc demandé si les Communautés européennes avaient l'intention de produire une réponse comme elles s'y étaient engagées en réaction aux préoccupations manifestées par l'Argentine à la précédente réunion du Comité.

184. Le représentant des Communautés européennes a affirmé qu'en fait les Communautés avaient répondu à l'intervention faite par l'Argentine à la précédente réunion du Comité. Il a rappelé qu'à ladite réunion, le délégué de l'Argentine avait laissé entendre qu'il y aurait une mesure, dite "engagement Andriessen", aux termes de laquelle les Communautés européennes s'abstiendraient de vendre de la viande subventionnée à certains pays d'Asie du Sud-Est et, selon l'Argentine, comme on l'avait répété à cette réunion, cela équivaldrait éventuellement à une limitation volontaire des exportations incompatible avec l'article 11 b) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes. Le délégué des Communautés européennes a signalé que l'article 11 b) n'était pas pertinent en l'espèce et que, contrairement à l'affirmation de l'Argentine, aucune mesure n'était appliquée par les Communautés européennes pour restreindre les exportations de viande de bœuf. Le délégué des Communautés européennes a affirmé que les exportations européennes de viande de bœuf n'étaient sujettes à aucune limitation, quelle que soit leur destination, y compris les pays d'Asie du Sud-Est. Pour le délégué des Communautés européennes, la question de la compatibilité avec l'article 11 b) de l'Accord sur les sauvegardes ne se posait donc pas.

185. Le représentant de l'Argentine a dit qu'il y avait encore un certain nombre de points à l'égard desquels sa délégation aurait besoin d'éclaircissements.

## **2. Inde – Aiguilles pour machines à coudre industrielles**

186. Le délégué des États-Unis a posé une question à la délégation de l'Inde. Il s'est référé à l'enquête ouverte par l'Inde en août 2002 au sujet des aiguilles pour machines à coudre industrielles, qui avait été notifiée au Comité dans le document G/SG/N/6/IND/14. Les États-Unis entendaient qu'il s'agissait d'une enquête en matière de sauvegarde transitoire par produit visant les importations en provenance de la Chine. Le représentant des États-Unis a mentionné certains articles de presse parus au printemps 2003, selon lesquels une mesure de protection contre les importations aurait été appliquée après l'enquête. Le représentant des États-Unis a demandé si une mesure corrective avait été imposée en l'espèce. Dans l'affirmative, quelle était-elle, avait-elle été notifiée au Comité et quand avait-elle été imposée?

187. Le Président, notant que la délégation indienne n'était pas présente à la réunion, a invité la délégation des États-Unis à soumettre ses questions par écrit afin que la délégation indienne puisse y répondre.

## **3. Extension de la mesure de sauvegarde des Communautés européennes concernant certains produits en acier**

188. Le délégué de la Corée a soulevé certaines questions concernant le projet d'étendre la mesure de mesure de sauvegarde des Communautés européennes concernant certains produits en acier, qui figurait dans le document G/SG/N/10/EEC/1. Le délégué de la Corée a signalé que sa délégation avait trouvé certains renseignements sur le site Web des Communautés européennes, sous le titre "What is the impact of enlargement on trade defence?" (l'incidence de l'élargissement sur la défense commerciale). Le délégué de la Corée a dit qu'il y avait de très brefs renseignements concernant l'application homogène, au niveau de l'Union européenne, des instruments de politique commerciale, y compris les mesures de sauvegarde, par les dix nouveaux pays adhérents dès le 1<sup>er</sup> mai 2004.

189. Le délégué de la Corée a signalé que les principaux éléments de cette information se résumaient à deux points: premièrement, à partir du 1<sup>er</sup> mai 2004, aucun des 25 États membres ne

pourrait utiliser les instruments de défense commerciale contre un autre État membre; l'ensemble des mesures en matière de défense commerciale dont les États membres actuels de l'Union européenne disposaient contre les importations d'un quelconque nouvel État membre s'annuleraient automatiquement, et inversement. Le deuxième point essentiel était que le paquet unique de législations et de mesures qui s'appliquait actuellement aux 15 États membres s'appliquerait automatiquement aux nouveaux États membres. Le représentant de la Corée a dit que sa délégation était préoccupée par cette tournure des événements concernant l'application des mesures de sauvegarde.

190. Premièrement, en ce qui concernait l'annulation automatique des mesures de sauvegarde contre les importations des nouveaux États membres adhérents, le délégué de la Corée a demandé si les mesures de sauvegarde en vigueur dans les Communautés européennes à l'égard de certains produits en acier ne seraient plus appliquées aux dix nouveaux pays membres après l'entrée en vigueur de l'élargissement. Deuxièmement, si tel était le cas, le représentant de la Corée a demandé si les Communautés européennes procéderaient à une nouvelle enquête ou à un réexamen, compte tenu de l'évolution substantielle des circonstances concernant les importations et le lien de causalité. Si les Communautés européennes décidaient de procéder à un réexamen plutôt qu'à une enquête, le délégué de la Corée a demandé quel serait le fondement juridique pour une telle action étant donné que l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes ne contenait aucune disposition prévoyant un tel réexamen. Le représentant de la Corée a aussi demandé quand commencerait l'enquête ou le réexamen.

191. Troisièmement, le délégué de la Corée a noté que la notification par les Communautés européennes de leur mesure de sauvegarde concernant certains produits en acier révélait que la détermination du dommage pour divers produits se fondait explicitement sur les importations de certains nouveaux pays membres adhérents. Dans un certain nombre de cas, ces pays s'étaient vu attribuer des parts du contingent tarifaire établi aux termes de cette mesure de sauvegarde. Si la sauvegarde ne s'appliquait plus aux importations provenant des dix nouveaux pays membres, le délégué de la Corée a demandé comment les Communautés européennes estimaient-elles que le maintien de cette mesure de sauvegarde à l'égard des pays tiers était compatible avec la doctrine du parallélisme élaborée par les groupes spéciaux et par l'Organe d'appel de l'OMC. Le délégué de la Corée a demandé si les Communautés européennes présupposaient, sans enquête ni réexamen, que les importations provenant d'autres sources suffisaient à elles seules à causer un dommage grave à toute la branche de production des CE-25.

192. S'agissant du deuxième point relatif à l'extension automatique d'une mesure de sauvegarde à un pays tiers, le délégué de la Corée a demandé si la mesure de sauvegarde concernant les importations de certains produits en acier à destination des Communautés européennes serait appliquée automatiquement par les nouveaux pays membres adhérents. Si tel était le cas, le délégué de la Corée a rappelé que la note 1 de l'Accord sur les sauvegardes prévoyait que lorsqu'une union douanière appliquait une mesure de sauvegarde en tant qu'entité telle que les CE-25, toutes les prescriptions pour la détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave au titre de l'Accord sur les sauvegardes devaient être fondées sur les conditions existant dans l'ensemble des CE-25 plutôt que dans les CE-15. Le délégué de la Corée a donc demandé à quel moment les Communautés européennes avaient réalisé cette enquête en vue de l'extension automatique afin de satisfaire cette prescription juridique, comment les Communautés européennes avaient calculé l'accroissement du volume total du niveau actuel du contingent compte tenu de l'élargissement du marché dans les CE-25, et quelles étaient les données ou sources ayant servi de base pour ce calcul. Le délégué de la Corée a aussi demandé comment les Communautés européennes avaient ajusté la répartition actuelle des parts de contingent entre les pays ayant un intérêt substantiel à fournir le produit concerné.

193. Au cas où la mesure ne serait pas automatiquement étendue aux nouveaux pays membres, le délégué de la Corée a demandé des éclaircissements quant à la façon dont les Communautés

européennes traiteraient les importations provenant de pays tiers à destination des nouveaux pays membres adhérents.

194. Sur un troisième point concernant la notification, le délégué de la Corée a noté que l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes, en particulier le paragraphe 1 c) et le paragraphe 3, exigeait qu'une notification soit faite immédiatement lorsque la décision était prise d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde, et que des possibilités adéquates de consultation préalable soient ménagées à l'intention des Membres ayant un intérêt substantiel. Le délégué de la Corée a demandé quand les Communautés européennes notifieraient le projet d'étendre aux nouveaux pays membres adhérents les mesures de sauvegarde concernant certains produits en acier, et quand elles tiendraient des consultations préalables avec les autres Membres ayant un intérêt substantiel.

195. Enfin, le représentant de la Corée a dit que son pays présenterait ces questions par écrit au Secrétariat en tant que document officiel.

196. Le délégué des Communautés européennes a dit que les Communautés donneraient par écrit les réponses voulues aux questions posées par la Corée. Le délégué des Communautés européennes a signalé qu'on pouvait espérer qu'il ne serait pas nécessaire d'examiner la question au moment de l'adhésion des nouveaux États membres à l'UE car les Communautés européennes avaient déjà dit à la réunion en cours qu'elles abrogeraient leurs mesures avant le 1<sup>er</sup> mai 2004 si les États-Unis annulaient leurs propres mesures prises au titre de l'article 201. Le délégué des Communautés européennes a toutefois dit que les Communautés se préparaient aussi au scénario qui était envisagé par la délégation coréenne. Il a signalé que, dans ce scénario, la mesure de sauvegarde concernant l'acier deviendrait aussi applicable au niveau des nouveaux membres, c'est-à-dire l'UE-25, et les nouveaux membres de l'Union ne seraient plus sujets aux mesures de sauvegarde qui, au moment de la réunion en cours, étaient appliquées au niveau de l'UE-15.

197. Le délégué des Communautés européennes a signalé que les modalités selon lesquelles cela serait réalisé, du point de vue des procédures et des critères de fond à appliquer, étaient encore à l'étude. Il a signalé dans ce contexte que les Communautés européennes veilleraient à ce que les règles de l'OMC soient pleinement respectées et que toute décision éventuelle serait pleinement compatible avec les règles de l'OMC en matière de sauvegardes, en particulier l'article 19 de l'Accord sur les sauvegardes.

198. Le représentant de la Corée a dit qu'à part les mesures des États-Unis, la Corée éprouvait encore des préoccupations de fond concernant l'extension des mesures de sauvegarde des Communautés européennes sur les produits en acier aux échanges des pays membres tiers.

199. Le Comité a pris note des déclarations.

E. EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

200. Le Président a rappelé que la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine à l'Organisation mondiale du commerce prévoyait que tous les organes subsidiaires, y compris le Comité des sauvegardes, "dont le mandat couvr[ait] les engagements de la Chine au titre de l'Accord sur l'OMC ou du [...] protocole examiner[ai]ent, dans un délai d'un an à compter de l'accession [...], selon qu'il conviendra[it] compte tenu de leur mandat, la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur l'OMC et des dispositions y relatives du [...] protocole". La Chine devait fournir avant l'examen des renseignements pertinents, y compris ceux spécifiés à l'Annexe 1A du Protocole. Elle pouvait également soulever des questions relatives à toutes réserves formulées au titre de la section 17 ou à tous autres engagements spécifiques contractés par d'autres Membres dans le cadre du Protocole au sein des organes subsidiaires qui ont un mandat correspondant.

201. Le Président a dit que le Comité devait communiquer rapidement les résultats de l'examen au Conseil du commerce des marchandises et que l'examen devait avoir lieu tous les ans après l'accession pendant huit ans, un dernier examen étant prévu la dixième année ou à une date antérieure décidée par le Conseil général. Le Président a indiqué qu'aucune procédure n'était prescrite dans le Protocole pour la conduite de l'examen transitoire, en dehors du fait que la Chine devait fournir des renseignements pertinents avant l'examen. Conformément à la section IV.6 de l'Annexe 1A du Protocole, la Chine était tenue de notifier au Comité la mise en œuvre de sa Réglementation relative aux sauvegardes. Dans ce contexte, le Président a rappelé que la Chine avait envoyé le 17 octobre 2003 un message télécopié concernant la mise en œuvre de sa Réglementation relative aux sauvegardes. Ce message avait été transmis le même jour aux membres Comité.

202. Le représentant de la Chine a fait une introduction relative à la mise en œuvre par la Chine de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes depuis l'examen transitoire réalisé l'année précédente par le Comité des sauvegardes, et il a répondu à certaines questions d'intérêt commun posées par plusieurs Membres avant la réunion.

203. Le délégué de la Chine a signalé qu'aucune nouvelle enquête en matière de sauvegardes n'avait été ouverte par la Chine depuis le précédent examen transitoire. Jusqu'à cette date, la Chine n'avait ouvert qu'une seule enquête en matière de sauvegardes. À la demande de la branche de production sidérurgique nationale, le Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique (MOFTEC) avait décidé le 20 mai 2002 l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes sur les importations de certains produits en acier. Le délégué de la Chine a signalé que son pays avait déjà notifié l'état d'avancement de l'enquête lors de l'examen transitoire de 2002. Le délégué de la Chine a signalé que, par la suite, l'autorité compétente chinoise avait poursuivi l'enquête conformément à la loi et avait émis le 19 novembre 2002 un avis annonçant la décision d'appliquer des mesures de sauvegarde pendant une période de trois ans (y compris la durée de la mesure provisoire de sauvegarde) aux importations de cinq produits en acier comme les tôles et rouleaux en aciers non alliés laminés à chaud, etc. La Chine avait notifié au Comité des sauvegardes les constatations de l'enquête et les détails de la mesure de sauvegarde.

204. Le délégué de la Chine a ensuite répondu à des questions. Premièrement, s'agissant de la légalité des mesures de sauvegarde concernant certains produits en acier, le représentant de la Chine a dit que l'enquête chinoise en matière de sauvegardes sur les importations de certains produits en acier avait été menée de façon pleinement conforme à l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes et en stricte conformité avec les règlements de la République populaire de Chine en matière de sauvegardes. S'agissant des mesures de sauvegarde provisoires et définitives sur certaines importations de produits en acier, le délégué de la Chine a dit que le gouvernement chinois avait notifié le Comité des sauvegardes des constatations de cette enquête en ce qui concernait l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave dû à un accroissement des importations, ainsi que des décisions de l'autorité d'appliquer de telles mesures. La Chine avait ainsi satisfait à ses obligations en matière de notification aux termes de l'Accord sur les sauvegardes. Le délégué de la Chine a dit que les autorités chinoises chargées de l'enquête avaient aussi communiqué les renseignements pertinents concernant les constatations de l'enquête et avaient notifié ces renseignements aux Membres ayant un intérêt substantiel, y compris le Japon. En outre, en application des règles énoncées à l'article 12:4 et à l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes, la Chine avait tenu des consultations avec les Membres qui avaient un intérêt substantiel, y compris le Japon; elle avait fourni les renseignements pertinents et avait échangé des vues au sujet des mesures. Le délégué de la Chine a signalé que les mesures de sauvegarde imposées par son pays sur les importations de certains produits en acier avaient été et continueraient d'être appliquées conformément à l'échéancier annoncé au bulletin officiel pour les mesures définitives.

205. Deuxièmement, s'agissant des résultats de l'enquête sur les dommages, le délégué de la Chine a dit que l'article 16 de la Réglementation chinoise relative aux sauvegardes prévoyait qu'au cas où



une détermination préliminaire permettrait d'établir un accroissement en volume des importations d'un produit ainsi que l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité entre les deux, le MOFTEC et la Commission d'État pour l'économie et le commerce (SETC) poursuivraient leurs enquêtes et, se fondant sur les résultats de ces enquêtes, feraient une détermination finale qui serait publiée par le MOFTEC. S'agissant de la détermination finale, le délégué de la Chine s'est référé à l'avis publié par le MOFTEC le 19 novembre 2002.

206. Le délégué de la Chine a réitéré la position de la Chine concernant le mécanisme de sauvegarde transitoire par produit prévu à la section 16 du Protocole d'accession de la Chine. Le délégué de la Chine a signalé que ce mécanisme était discriminatoire par nature et qu'il allait à l'encontre des principes fondamentaux de l'OMC. L'expérience acquise au fil des années avait révélé que les répercussions subies par les branches de production nationales étaient attribuables dans la plupart des cas à des importations provenant de plusieurs Membres qui invoquaient des mesures de sauvegarde par produit ciblant uniquement les importations d'origine chinoise. Le délégué de la Chine a signalé que cela était non seulement discriminatoire du point de vue des moyens mais aussi inefficace pour réaliser l'objectif consistant à neutraliser l'incidence des importations sur les branches de production nationales. Dans cet esprit, la Chine était convaincue que les mesures correctives commerciales avaient toujours été, dans le cadre de l'OMC, le recours prioritaire en cas de dommages causés à une branche de production nationale. Le délégué de la Chine a exprimé l'espoir que tous les Membres de l'OMC respecteraient les principes fondamentaux de l'OMC et n'envisageraient qu'avec la plus grande circonspection l'application du mécanisme de sauvegarde transitoire par produit.

207. Le délégué du Japon a fait certaines observations préliminaires concernant la déclaration de la Chine. S'agissant de la légalité des mesures chinoises, il a dit que son pays avait eu plusieurs fois l'occasion de discuter avec la Chine par le passé, y compris lors de l'examen transitoire réalisé l'année précédente au Comité ainsi que les consultations bilatérales qui s'étaient tenues au titre de l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes. Le délégué du Japon, signalant que son pays ne pensait pas que les mesures adoptées par la Chine soient en conformité avec l'Accord sur les sauvegardes, a demandé que la Chine fournisse au Comité des explications plus détaillées au sujet de la légalité de ces mesures. Quant à la réponse de la Chine à la deuxième question du Japon, le délégué du Japon a posé une question à des fins de clarification. Le délégué du Japon a noté que le gouvernement chinois avait annoncé sa mesure de sauvegarde définitive le 19 novembre mais, en même temps, il avait été constaté que certains des produits ayant fait l'objet de la détermination préliminaire n'avaient pas contribué au dommage. Le délégué du Japon a demandé quelle était la situation de ces mesures de sauvegarde quant aux produits dont il avait été déterminé qu'ils ne contribuaient pas au dommage. Si ces mesures n'avaient pas été rapportées, le délégué du Japon a demandé quel était l'échéancier prévu pour leur abrogation, car le Japon estimait qu'il n'y avait aucun motif de maintenir ces mesures de sauvegarde à l'égard de ces produits.

208. S'agissant de la légalité des mesures prises par son pays, le délégué de la Chine a dit que son pays continuerait avec plaisir à coopérer afin de fournir de plus amples renseignements à la partie japonaise. Quant à la deuxième question, le délégué de la Chine a dit qu'elle était déjà couverte par la déclaration que venait de faire le chef de la délégation chinoise. Le délégué de la Chine, ayant dit qu'aux termes de la réglementation chinoise en matière de sauvegardes, la mesure de sauvegarde définitive se trouvait dans l'avis officiel publié par le Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique, désormais dénommé "Ministère du commerce", a invité les délégués du Japon à se référer à ces avis.

209. Le délégué du Japon a dit que son pays attendait avec intérêt de procéder à un échange de renseignements très fructueux et positif sur ces questions. S'agissant de la réponse de la Chine à la deuxième question du Japon, le délégué du Japon a dit que sa délégation continuerait d'examiner cette question sur la base de l'avis auquel venait de se référer la délégation chinoise.

210. Le délégué des États-Unis a dit qu'au moment où la Chine était sur le point de terminer sa deuxième année en tant que Membre de l'OMC, les États-Unis appréciaient le mécanisme d'examen transitoire qui constituait une instance permettant de faire le point de façon approfondie et significative afin de souligner les succès de la Chine et d'identifier les domaines dans lesquels il restait du travail à faire. Étant donné que la Chine appliquait déjà sa loi sur les sauvegardes, il était important que ses pratiques se conforment à ses engagements à l'OMC. Le délégué des États-Unis a noté que – comme le révélaient les questions qu'avaient soulevées les États-Unis et d'autres Membres tant dans le cadre de l'examen transitoire que sous d'autres points de l'ordre du jour de la réunion du Comité – les pratiques de la Chine en matière de sauvegardes, ses progrès et le respect de certains de ses engagements suscitaient de sérieuses préoccupations. Le représentant des États-Unis a signalé que les États-Unis appréciaient le fait que la Chine ait répondu rapidement par écrit aux questions posées par les États-Unis, et considéraient que cela était révélateur des efforts que déployait la Chine pour jouer un rôle constructif au Comité des sauvegardes. Après avoir examiné ces réponses en détail, les États-Unis soulèveraient au Comité de nouvelles questions complémentaires afin de mieux comprendre les règles et pratiques de la Chine. Les États-Unis reconnaissaient et appréciaient les efforts réalisés par la Chine pour promulguer des règles de mise en œuvre. Le représentant des États-Unis, notant que des règles additionnelles avaient été notifiées à l'OMC en février et en avril 2003, a remercié la Chine des réponses qu'elle avait apportées aux questions que les États-Unis avaient soumises au sujet de ces notifications. Néanmoins, le représentant des États-Unis a signalé que sa délégation était préoccupée par le retard avec lequel la Chine avait notifié ces règles, parmi d'autres, à l'OMC compte tenu que la Chine avait entrepris une enquête en matière de sauvegardes avant que toutes les règles nécessaires n'aient été émises et notifiées. Un tel délai risquait de causer confusion et incertitude pour les parties concernées par les procédures en matière de sauvegardes.

211. Le représentant des États-Unis a signalé que son pays avait manifesté au cours de l'année précédente certaines préoccupations quant à un manque de transparence dans le processus chinois de décision concernant les mesures de sauvegarde, et au fait que ce manque de transparence semblait se retrouver dans certains aspects de la mise en œuvre de ces mesures par la Chine. À titre d'exemple, le représentant des États-Unis a signalé que certains exportateurs américains s'étaient plaints que le processus par lequel la Chine répartissait les contingents adoptés en vertu des mesures de sauvegarde manquait de clarté et qu'il leur était donc très difficile d'obtenir une part équitable – s'ils parvenaient à obtenir une part – des contingents disponibles. Les États-Unis éprouvaient aussi des préoccupations au sujet de questions telles que les critères que la Chine avait employés pour déterminer quels Membres de l'OMC se verraient accorder le statut de pays ou région en développement aux fins de l'article 9:1 de l'Accord, et en particulier au sujet de la clarté et de la transparence de ces critères. Deuxièmement, les États-Unis étaient préoccupés par la façon dont la Chine traitait les pays non-Membres de l'OMC aux fins de l'article 9:1. Le délégué des États-Unis a noté que cette disposition prévoyait que les mesures de sauvegarde ne s'appliquaient pas aux pays en développement Membres de l'OMC dont la part d'importation répondait à certains critères, mais elle ne prévoyait pas l'exclusion des pays qui n'étaient pas Membres de l'OMC. Troisièmement, le représentant des États-Unis a exprimé une préoccupation quant à la façon dont seraient protégées les données confidentielles communiquées au cours d'une enquête en matière de sauvegardes, surtout lorsque les services d'experts extérieurs étaient employés. Quatrièmement, le représentant des États-Unis a exprimé une préoccupation quant à l'accès des parties intéressées et du grand public aux renseignements non confidentiels concernant les enquêtes en matière de sauvegardes, du point de vue des règles de procédure qui conditionnent cet accès et des limites qui le circonscrivent. Cinquièmement, le représentant des États-Unis a manifesté une préoccupation quant au remboursement des droits de sauvegarde recouvrés en application des mesures provisoires lorsque aucune mesure définitive n'était imposée sur les produits visés. Enfin, le représentant des États-Unis a abordé la question des modalités et conditions relatives à la prorogation de la mesure de sauvegarde.

212. Le représentant des États-Unis a signalé que sa délégation ne contestait pas le fait que la Chine recoure à des mesures de sauvegarde mais il a signalé que les États-Unis étaient préoccupés de

constater certains aspects manquant de transparence accompagnant la mise en œuvre de ces mesures par la Chine. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation soulèverait au Comité de nouvelles questions complémentaires afin de mieux comprendre les règles et pratiques de la Chine sur ces sujets et sur d'autres.

213. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation partageait la plupart des vues exprimées par le Japon et les États-Unis. Les Communautés européennes éprouvaient plusieurs préoccupations concernant les mesures de sauvegarde de la Chine concernant l'acier. Le représentant des Communautés européennes a signalé que les Communautés avaient manifesté ces préoccupations à plusieurs occasions dans le passé, notamment dans le contexte des consultations au titre de l'article 12:3, et qu'elles estimaient encore qu'il y avait un certain nombre de contradictions dans ces mesures. Dans l'idéal, les Communautés européennes souhaiteraient donc que ces mesures soient abrogées dès que possible.

214. Le représentant des Communautés européennes a envisagé la possibilité que la Chine réexamine ses mesures avant leur expiration au bout de trois années. Il a noté que la disposition de l'Accord sur les sauvegardes prévoyant un réexamen à mi-parcours ne rendait celui-ci obligatoire que si la durée de la mesure dépassait trois ans, ce qui n'était pas le cas de la mesure chinoise. Il n'y avait aucune obligation de procéder à un réexamen à mi-parcours puisqu'il était prévu que la mesure durerait trois ans. Le représentant des Communautés européennes a noté cependant qu'aux termes de l'article 7:1 de l'Accord sur les sauvegardes, un Membre ne pouvait appliquer des mesures de sauvegarde que pendant la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave. Selon le délégué des Communautés européennes, cette disposition semblait indiquer que le Membre avait au moins la possibilité de réexaminer la mesure avant qu'elle n'expire, ce qui serait une bonne chose. Les Communautés européennes estimaient que les circonstances avaient grandement et très rapidement évolué sur le marché chinois en un an et demi, depuis que la mesure chinoise avait été introduite pour la première fois. Ce seul fait devrait donner à la Chine une excellente occasion de procéder à un réexamen pour déterminer si la mesure était encore nécessaire. Le représentant des Communautés européennes a demandé à la Chine si elle était prête à envisager cette option à ce stade. En variante, le représentant des Communautés européennes a invité la Chine à expliquer si la Chine était prête à envisager ces options si les mesures de sauvegarde des États-Unis et des Communautés européennes concernant l'acier étaient abrogées au cours du mois suivant. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que la Chine avait explicitement dit que les mesures chinoises avaient été prises en réponse aux mesures de sauvegarde des États-Unis et des Communautés européennes. Le représentant des Communautés européennes a donc demandé si la Chine serait prête à envisager de réexaminer sa propre mesure en vue de l'annuler au cas où les États-Unis et les Communautés européennes abrogeraient leurs propres mesures.

215. Le représentant de la Chine a signalé que son pays avait toujours très fidèlement et sincèrement mis en œuvre les engagements et obligations auxquels il avait souscrit pour son accession à l'OMC, ce qui s'était reflété non seulement dans les législations que la Chine avait mises en place mais aussi dans les pratiques qu'elle avait suivies jusqu'à ce jour. Le représentant de la Chine a signalé, en ce qui concernait certaines des questions, y compris parmi celles soulevées par les États-Unis, que la Chine les avait déjà traitées dans les réponses qu'elle avait communiquées au Comité, et il a suggéré que les délégués des États-Unis réexaminent ces réponses.

216. S'agissant des questions plus spécifiques et le retard avec lequel les notifications avaient été faites, le délégué de la Chine a signalé que, pour la plupart, ce retard était attribuable à la restructuration de l'État que la Chine avait entreprise à partir de mars ou avril 2003. Le délégué de la Chine a dit que son pays amenderait et modifierait ses lois en tant que de besoin pour tenir compte de cette restructuration des services de l'État et notifierait ces textes au Comité dès que possible.

217. Quant aux autres questions, par exemple, les normes et critères que la Chine avait employés pour définir les pays en développement, le représentant de la Chine a signalé, au moins en ce qui concernait les enquêtes chinoises en matière de sauvegardes et d'autres questions telles que le traitement des pays non-Membres de l'OMC, que ces sujets avaient déjà été traités dans les réponses de la Chine aux questions pertinentes. S'agissant de la question soulevée par le délégué des Communautés européennes au sujet de l'abrogation anticipée de la mesure de sauvegarde que la Chine avait imposée sur les importations de certains produits en acier, le délégué de la Chine a dit que cette question méritait un examen approfondi de la part de la Chine. Il a répété que, quelle que soit la décision que prendrait la Chine, cette décision serait en conformité avec les règles de l'OMC, avec les obligations auxquelles la Chine avait souscrit, ainsi qu'avec le droit interne chinois.

218. Le Président a noté qu'il n'existait dans le Protocole aucune ligne directrice concernant l'établissement du rapport du Comité sur l'examen transitoire. L'année précédente, le Comité était convenu que le Président établirait, sous sa propre responsabilité, un court rapport factuel faisant référence aux documents pertinents et auquel serait joint l'extrait du compte rendu de la réunion portant sur l'examen transitoire. Le Président a demandé aux membres du Comité si celui-ci devrait suivre la même procédure cette année. Il en a été ainsi décidé.

#### F. RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

219. Le Président a noté qu'aux termes de l'article 13:1 a) de l'Accord, le Comité devait suivre la mise en œuvre générale de l'Accord, présenter chaque année au Conseil du commerce des marchandises un rapport sur cette mise en œuvre et faire des recommandations à l'effet de l'améliorer.

220. S'agissant de l'élaboration et de l'adoption du rapport annuel du Comité, le Président a également noté qu'à sa réunion extraordinaire du 24 février 1995, le Comité avait décidé de suivre les mêmes procédures que le Comité des pratiques antidumping et le Comité des subventions et des mesures compensatoires du Tokyo Round. Conformément à cette procédure, un projet de rapport se présentant sous la forme d'un résumé factuel des activités du Comité en 2003 avait été élaboré par le Secrétariat. Un avant-projet de rapport, accompagné de deux tableaux aux annexes 1 et 2, avait été communiqué aux Membres le 10 octobre par télécopie.

221. Le Président a dit qu'à la suite de certaines réactions initiales émanant d'un Membre en particulier, le Secrétariat avait tenté d'améliorer le tableau figurant à l'annexe 2 de l'avant-projet de rapport en établissant deux tableaux additionnels qui avaient été transmis aux Membres le 15 octobre par télécopie. Le Président a proposé d'employer ces deux tableaux additionnels plutôt que le tableau initialement transmis le 10 octobre. Le premier tableau (Appendice I) identifiait les mesures de sauvegarde depuis le précédent rapport annuel. Le deuxième tableau (Appendice II) présentait les enquêtes alors en cours et les mesures alors en vigueur.

222. Le Président a proposé que le Comité examine le projet de rapport paragraphe par paragraphe de manière à pouvoir faire des observations sur chacun d'entre eux. Les Membres auraient aussi l'occasion de faire des observations concernant le format des tableaux à inclure à l'annexe II du rapport. Le Président a suggéré que le Comité procède à cet examen sur le mode informel, étant entendu que le Président demanderait aux Membres de confirmer ensuite formellement toutes les modifications apportées aux données factuelles figurant aux tableaux de l'annexe 2.

223. Le Président a confirmé que, s'agissant de l'état des enquêtes et/ou des mesures de sauvegarde en vigueur, les renseignements ci-après avaient été fournis par les Membres en question:

- pour ce qui était de la Bulgarie, il avait été mis fin à la mesure de sauvegarde provisoire appliquée dans le cadre de l'enquête sur le nitrate d'ammonium, et cela signifiait également que l'enquête était close *de facto*;

- pour ce qui était du Chili, la seule mesure de sauvegarde en vigueur était celle qui visait l'acier, et les mesures concernant les chaussettes en fibres synthétiques et le lait liquide étaient venues automatiquement à expiration à la fin de la deuxième année d'application;
- pour ce qui était de l'Argentine, la mesure de sauvegarde concernant les chaussures était venue à expiration le 21 juillet 2003 et l'enquête sur les jouets avait été close le 21 février 2001 sans qu'aucune mesure ne soit appliquée;
- pour ce qui était de la Corée, la mesure de sauvegarde concernant l'ail était venue à expiration le 31 décembre 2002.

224. Le Comité a adopté le rapport annuel modifié.

G. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION ORDINAIRE

225. Le Président a rappelé que les réunions ordinaires se tenaient normalement la dernière semaine d'avril et la dernière semaine d'octobre, en parallèle avec les réunions ordinaires du Comité des pratiques antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires. Le Comité des pratiques antidumping et ses organes subsidiaires se réuniraient du 20 au 23 avril 2004 et le Comité des subventions et des mesures compensatoires se réunirait la semaine suivante, de même que le Groupe de négociation sur les règles. Le Président a donc proposé que le Comité des sauvegardes se réunisse le lundi 19 avril 2004.

226. Le Comité en est ainsi convenu.

---